

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence suite à l'afflux de nouveaux réfugiés centrafricains au sud du Tchad



Tchad



Avril 2018

Données collectées en février/mars 2018



République du Tchad

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence suite à l'afflux de nouveaux réfugiés centrafricains au sud du Tchad

Rapport préparé par : Brenda Lazarus avec l'appui de l'équipe VAM du PAM et la contribution des partenaires de cette évaluation

Données collectées en février/mars 2018, rapport d'avril 2018

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Pour plus d'informations, contacter :

Bureau du PAM, Tchad

Mme. Mary-Ellen MCGROARTY
Représentante Directrice

mary-ellen.mcgroarty@wfp.org

Atsuvi Gamli

atsuvi.gamli@wfp.org

Chargé de Programme VAM

Tous les droits sont réservés. La reproduction et la diffusion de matériel dans ce rapport pour des utilisations éducatives et non commerciales ou autres peuvent se faire sans autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur à condition que la source des informations soit citée. La reproduction des informations du présent rapport pour la revente ou d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite des ayants-droit.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des communications, e-mail : wfp.publications@wfp.org.

© WFP 2018

Crédit Photo page de garde : WFP/ Nathalie MAGNIEN

Résumé exécutif

Contexte et méthodologie

Les affrontements entre des groupes armés rivaux centrafricains au nord du pays à la fin de l'année 2017 ont entraîné d'importants déplacements de populations aussi bien à l'intérieur de la Centrafrique que vers le Tchad voisin. A la fin du mois de janvier 2018, le HCR a dénombré près de 20 000 nouveaux réfugiés installés dans plus de 44 localités différentes au sud du Tchad principalement dans la région du Logone Oriental dans les départements de Monts de Lam et de La Nya Pendé.

Les besoins de ces populations sont, de fait, très importants et concernent quasiment tous les secteurs (alimentation, nutrition, santé, eau, hygiène, abris...). Cependant, les besoins immédiats de survie restent centrés sur la sécurité alimentaire et la nutrition des réfugiés mais aussi des populations qui les ont accueillis en puisant dans leurs ressources propres. Face aux informations faisant état de l'épuisement des ressources alimentaires de ces ménages, différents partenaires, sous la coordination du Cluster Sécurité Alimentaire ont décidé de mener une enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence (en anglais *Emergency Food Security Assessment* ou *EFSA*) pour mieux cerner la situation.

Les données de cette évaluation ont été collectées du 26 février au 3 mars 2018 sur la base de trois questionnaires (ménage, communautaire, marché) dans les 3 cantons qui ont hébergé ces nouveaux réfugiés. 897 ménages (réfugiés, populations locales) sur 900 prévus ont été interrogés dans 19 villages. L'enquête a concerné uniquement les réfugiés hébergés dans les villages hôtes¹ dans lesquels, on retrouve 3 principales configurations : (i) des ménages locaux hôtes de réfugiés (ii) des ménages réfugiés isolés (iii) des ménages locaux non-hôtes (n'ayant pas accueilli des réfugiés). Suivant ces cas de figures, il a été constaté des différences dans la situation des ménages. Les principaux résultats sont présentés ci-après.

Quelle est la proportion de ménages en insécurité alimentaire ?

Toutes les catégories de ménages sont confrontées à des degrés divers à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Cependant, les ménages réfugiés vivant de façon isolée dans les villages d'accueil sont ceux dont la situation alimentaire est la plus dégradée. En effet, 22% d'entre eux sont en insécurité alimentaire sévère et 60% sont en insécurité alimentaire modérée. Les ménages ayant accueilli des réfugiés enregistrent également des taux d'insécurité alimentaire très élevés. Près de 2/3 d'entre eux sont en insécurité alimentaire avec 2% affectés par la forme sévère. Néanmoins, la situation alimentaire reste préoccupante dans les ménages vivant dans les villages hôtes mais qui n'ont pas accueilli de réfugiés. 46% de ces ménages non-hôtes sont également en insécurité alimentaire (4% de sévère).

Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Ce sont les ménages réfugiés isolés du canton de Békan qui enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. 96% de ces réfugiés vivant de façon isolée dans les villages du canton sont en insécurité alimentaire avec 29% concernés par la forme sévère. 11% des ménages réfugiés isolés du canton de Oudoumian sont également en insécurité alimentaire sévère.

¹ Les réfugiés qui ont été relocalisés dans les camps aux alentours de Goré n'ont pas été concernés par cette enquête

La situation des ménages ayant accueilli des réfugiés, même si elle est pour l'instant moins dégradée que celles des réfugiés isolés, est également assez préoccupante. En effet, 83% des ménages du canton de Kaba-Roangar sont en insécurité alimentaire (2% de sévère) et ceci malgré le départ de la grande partie des réfugiés, relocalisés dans les camps de Dosseye et Doholo.

Quelles sont les personnes en insécurité alimentaire ?

Globalement, l'insécurité alimentaire affecte plus les ménages dirigés par une femme que ceux dirigés par un homme et ceci que ce soit un ménage autochtone ou réfugié. Les réfugiés ont été principalement accueilli dans des ménages dirigés par les hommes. Du fait de leurs vulnérabilités structurelles, les ménages dirigés par des femmes ont une capacité réduite d'accueil. Ceux qui ont quand même fait preuve de solidarité, ont été confrontés à plus de difficultés alimentaires que les autres.

Les ménages avec un chef qui ne sait ni lire ni écrire et les chefs de ménage âgées (60 ans et plus) sont plus affectés par l'insécurité alimentaire que les autres. Les ménages monoparentaux (veufs(ves), séparés(es)/divorcés(es)) sont également plus en insécurité alimentaire que lorsqu'il y a deux conjoints dans les ménages.

En outre, les ménages qui ont moins de 13 membres (réfugiés ou locaux) ont tendance à être plus en sécurité alimentaire, sûrement en raison du nombre de personnes qui peuvent travailler et accroître les revenus du ménage consacrés à son alimentation. Dans le même sens, les ménages avec un ratio de dépendance bas (ce qui signifie un faible nombre de personnes à charge par rapport aux adultes en âge de travailler) sont aussi plus en sécurité alimentaire que les autres ménages.

En ce qui concerne le logement, les ménages non-hôtes et hôtes ayant des habitations avec des murs en paille / tige ont tendance à être plus en insécurité alimentaire. Pendant ce temps, les ménages de réfugiés vivant dans des habitations avec murs en paille/tige ou bâche/plastique ou un toit en bâche/plastique avaient tendance à être plus en insécurité alimentaire, surtout en insécurité alimentaire sévère.

Parmi les ménages de réfugiés isolées, la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère est plus faible parmi ceux qui possèdent un token du HCR par rapport à ceux qui n'étaient pas encore enregistrés.

En ce qui concerne les activités de subsistance, les ménages qui dépendent de l'assistance des partenaires ou de la communauté comme principale source de nourriture sont plus exposés à l'insécurité alimentaire que les autres. Pendant ce temps, les ménages qui dépendent du petit commerce de produits non-agricoles avaient tendance à être plus en sécurité alimentaire. De même, en ce qui concerne les sources alimentaires, les ménages tributaires des dons des parents ou de la famille ou de l'assistance humanitaire ont tendance à être plus exposés à l'insécurité alimentaire tandis que les ménages dépendants de leur propre production ou des achats sur le marché ont tendance à être plus en sécurité alimentaire. Chez les ménages locaux et réfugiés, les taux d'insécurité alimentaire sont globalement plus faibles au sein des ménages possédant les animaux.

En fin, les ménages qui déclarent avoir été affectés par un choc au cours des trois derniers mois sont ceux qui enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Parmi les chocs déclarés par les réfugiés, les plus récurrents sont le conflit qui les a fait fuir et les maladies chroniques. Chez les populations locales, ce sont les maladies des cultures ainsi que l'afflux de réfugiés. Les niveaux sévères d'insécurité alimentaire ont été plus trouvés dans les ménages déclarant que leur choc principal au cours des trois derniers mois était des maladies chroniques.

Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?

Les taux d'insécurité alimentaire résultent essentiellement d'une consommation alimentaire très peu diversifiée, des niveaux élevés des stratégies d'adaptations négatives, et de dépenses des ménages presque entièrement consacrées à l'alimentation. Plusieurs facteurs expliquent cette situation globalement dégradée pour tous les types de ménages.

D'abord, la campagne agricole 2017/2018 a été marquée dans le département de la Nya Pendé par une baisse de production liée à l'inondation des cultures, suivi d'un arrêt précoce des pluies au mois de septembre. Les ravages causés par les ennemis des cultures ont également provoqué une diminution de la production agricole, surtout céréalière. Cette baisse de production a réduit les disponibilités de vivres dans les ménages de la zone en plus d'entraîner depuis le mois de décembre, des hausses de prix des céréales locales réduisant ainsi l'accès à ces produits pour tous les ménages. A l'arrivée des réfugiés en décembre et janvier, les ménages hôtes par solidarité, ont puisé dans leurs stocks déjà faibles pour les assister.

Dans le canton de Kaba-Roangar où les réfugiés ont été relocalisés dans les camps de Dosseye et Doholo, les données indiquent qu'ils auraient laissé les ménages hôtes exsangues. Dans le canton de Békan, les ménages réfugiés enregistrés par le HCR ont reçu une assistance alimentaire en janvier et février. Cependant, leurs taux d'insécurité alimentaire restent élevés à cause du fait que leur effectif a été plus que doublé par l'arrivée de nouveaux réfugiés non encore enregistrés. Le partage des rations dans des ménages de taille plus importante entraîne un épuisement précoce et laisse le ménage le reste du mois dans des difficultés énormes pour assurer son alimentation.

Quelles formes d'assistance peut aider à améliorer leur situation des ménages ?

La situation alimentaire des nouveaux réfugiés centrafricains et de leurs ménages hôtes (ou ayant accueilli des réfugiés) tchadiens est des plus alarmantes et nécessite une réponse rapide et appropriée. Parmi les actions prioritaires à prendre, il faut entre autres :

- Poursuivre l'assistance alimentaire inconditionnelle au profit des réfugiés avec une ration complète utilisant comme modalité des coupons ou des vivres jusqu'aux prochaines récoltes (septembre) ;
- Mettre en place et poursuivre un programme de soutien nutritionnel visant à prévenir et traiter la malnutrition aiguë en s'attaquant aux différentes causes de la malnutrition (alimentation, WASH, soins infanto-juvéniles) ;
- Procéder à l'enregistrement de tous les nouveaux réfugiés qui sont dans les ménages de façon à fournir une assistance alimentaire et non alimentaire à toutes les personnes dans le besoin ;
- Mettre en place jusqu'aux prochaines récoltes une assistance alimentaire ciblée utilisant une demi-ration au profit des ménages autochtones ayant été affectés par l'afflux de nouveaux réfugiés ;
- Aider les ménages hôtes, non-hôtes et réfugiés à préparer la campagne agricole à venir à l'aide de terre, d'outils, de semences, d'intrants et d'accompagnement technique. La construction de structures de stockage comme des banques de céréales aiderait également à la conservation de la production ;
- Promouvoir les activités de renforcement de la résilience et des moyens d'existence (élevage, maraîchage, pêche, AGR....) au profit des réfugiés et des populations locales pour favoriser leur autonomisation.
- Mettre à jour et ressourcer le plan de contingence pour les afflux supplémentaires de réfugiés, ainsi que les inondations pendant la prochaine saison des pluies.

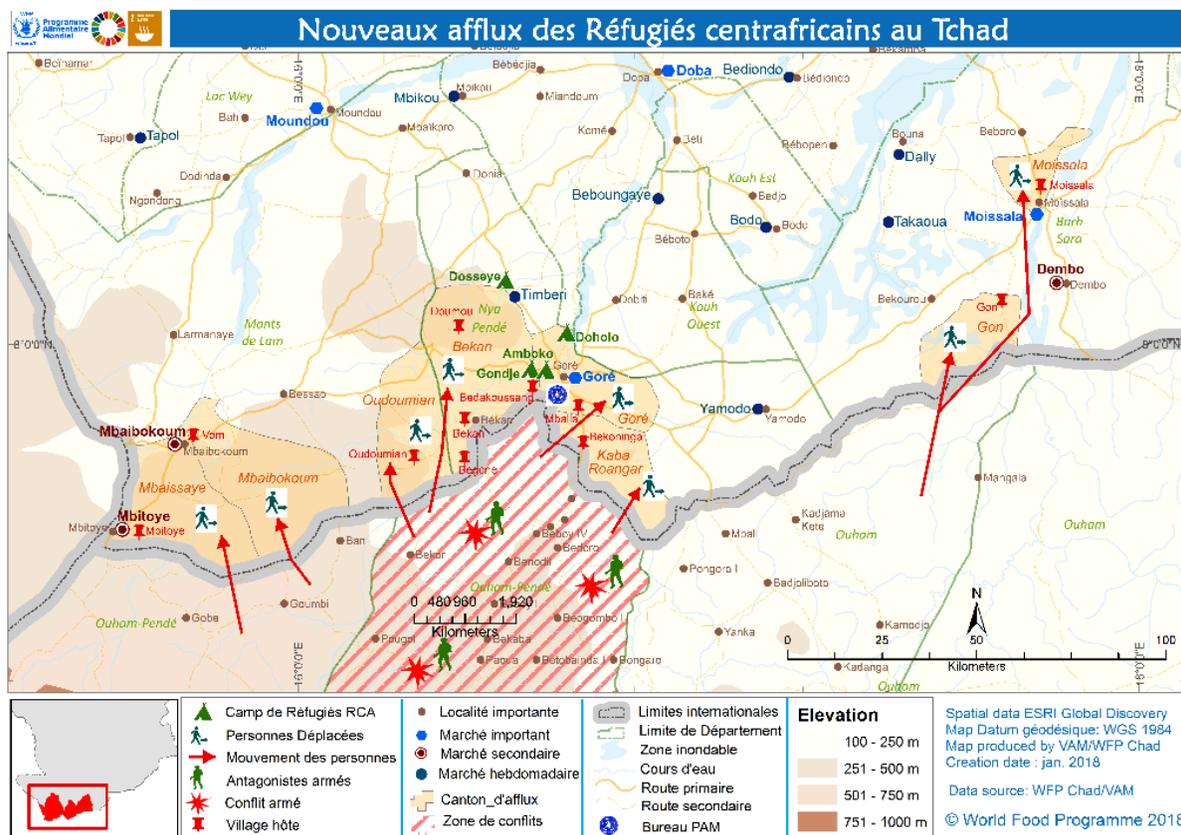
Table of Contents

1. Contexte	1
2. Objectifs et méthodologie.....	2
2.1 Objectifs.....	2
2.2 Méthodologie	3
2.3 Limites	4
3. Résultats	5
3.1 Caractéristiques du ménage.....	5
3.1.1 Démographie	5
3.1.2 Activités génératrices de revenus	6
3.2 Situation des marchés	10
3.3 Situation de la sécurité alimentaire	14
3.3.1 Score de consommation alimentaire	14
3.3.2 Indice de stratégie d'adaptation réduit.....	16
3.3.3 Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence	18
3.3.4 Vulnérabilité économique	21
3.3.5 Prévalence de l'insécurité alimentaire	22
3.3.6 Mortalité et situation nutritionnelle des enfants.....	31
3.4 Priorités d'assistance et autres préoccupations exprimées.....	33
3.5 Conclusions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire.....	34
4. Prévisions et scénarios	36
4.1 Scénario le plus probable	36
4.2 Les pires de scénarios.....	39
5. Recommandations.....	41
Annexes	42
Annex 1. Les seuils de score de consommation alimentaire.....	42
Annex 2. Résultats selon les seuils du Cadre Harmonisé	43

1. Contexte

A la fin du mois de décembre 2017, les combats entre le Mouvement National pour la Libération de la Centrafrique - MNLC et la Révolution et Justice (RJ) dans la région de Paoua au nord de la RCA ont poussé les populations à traverser la frontière entre le Tchad et la Centrafrique. Ces nouveaux réfugiés se sont installés surtout dans les départements des Monts de Lam et La Nya Pendé dans la région du Logone Oriental. Ce nouvel afflux de réfugiés centrafricains au Tchad représente le plus important mouvement enregistré depuis 2014. En effet, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré près de 20 000 nouveaux réfugiés centrafricains à la fin de janvier 2018. Ces réfugiés s'ajoutent à 72 400 réfugiés qui résidaient déjà au sud du Tchad après s'être déplacés de la République centrafricaine lors des précédents affrontements en 2003 et en 2013.

Figure 1 : Carte du nouvel afflux des réfugiés centrafricains au Tchad



Comme ces réfugiés ont quitté précipitamment leurs communautés au milieu des combats, ils n'ont apporté souvent avec eux que très peu de biens à leur arrivée au Tchad. Par conséquent, leurs besoins sont immenses et multisectoriels, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, l'hygiène et l'abri. Les programmes humanitaires destinés à répondre à ces besoins ont été mis en œuvre dès leur arrivée, y compris l'assistance médicale, l'enregistrement et, du point de vue de la sécurité alimentaire, une assistance alimentaire d'urgence fournie par le PAM.

Les nouveaux arrivants résident pour la plupart dans des communautés d'accueil locales, car seulement environ 5 900 nouveaux réfugiés ont été relocalisés dans des camps de Doholo et Dosseye principalement. Au total, 44 villages ont accueilli de nouveaux réfugiés. L'approche d'installation de ces nouveaux réfugiés retenue par l'UNHCR a été une approche de village d'accueil (hors camp).

L'arrivée de cette nouvelle population a été un facteur de stress supplémentaire pour les communautés hôtes locales et s'est ajouté à plusieurs autres problèmes auxquelles ces communautés ont été confrontées au cours de l'année précédente. Par exemple, de nombreux ménages ont été confrontés à 1) des pertes de récoltes dues aux inondations et aux ennemis des cultures au cours de la saison agricole précédente, 2) à la fermeture de la frontière avec la RCA qui ont affecté négativement les flux commerciaux et les transhumances du bétail, et 3) un environnement macroéconomique médiocre, qui a eu un impact négatif sur les revenus non agricoles à travers le pays. Ces problèmes ont un effet aggravant et dépassent les limites des ressources des communautés hôtes locales.

Pour mieux comprendre les besoins et les priorités des réfugiés et des populations hôtes, une évaluation de sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) a été menée conjointement par le Programme Alimentaire Mondial, la FAO, le HCR, OCHA, et les ONG CARE, INTERSOS, et IHDL dans les communautés de Kaba-Roangar et de Békan dans le département de La Nya Pendé et d'Oudoumian dans le département des Monts de Lam.

2. Objectifs et méthodologie

2.1 Objectifs

L'objectif principal de cette évaluation était de fournir des informations sur la situation de sécurité alimentaire des réfugiés nouvellement arrivés et leurs communautés d'accueil afin d'informer le développement de programmes et le ciblage de l'assistance humanitaire d'urgence. Plus précisément, l'évaluation conjointe a pour objectifs :

- Analyser la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages réfugiés et des ménages hôtes afin d'évaluer la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle parmi ces populations ;
- Identifier et analyser les moyens d'existence auxquels les ménages réfugiés et hôtes ont recours pour assurer leur alimentation et avoir des revenus ;
- Décrire les stratégies d'adaptation des différents groupes de population et identifier lesquelles ont un impact négatif à court et moyen terme ;
- Évaluer la capacité des marchés à répondre à une augmentation de la demande induite par les nouveaux arrivants de façon globale mais aussi dans le cadre des interventions basées sur les marchés qui pourraient être menées ;
- Identifier les autres besoins essentiels non-alimentaires des réfugiés et des populations hôtes et leur évolution depuis l'arrivée des réfugiés ; et

- Formuler des recommandations à la communauté humanitaire et aux autorités tchadiennes pour des options de réponses rapides les plus appropriées aux personnes dans le besoin mais aussi pour la mise en place des solutions durables.

2.2 Méthodologie

Pour obtenir une compréhension globale de la situation de la sécurité alimentaire dans les communautés touchées, l'évaluation a utilisé une approche combinée de collecte de données quantitatives et qualitatives, rassemblant des informations à travers des entretiens individuels au niveau des ménages et des groupes de discussion communautaires. Ces entrevues ont été menées auprès des populations locales et des réfugiés. Une évaluation séparée du marché au niveau national a été menée à peu près au même moment par le Système d'Information durable sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Précoce (SISAAP), en collaboration avec ses SPI (DPAS/SIM des Produits Agricoles et DEPSA/SIM Bétail, et les partenaires (CILSS, PAM, FEWS NET, FAO, etc.), qui a servi de base à l'analyse de marché dans ce rapport. Cependant, les données de prix et de disponibilité des principaux produits alimentaires ont également été recueillies sur les marchés locaux des fins de triangulation.

L'enquête au niveau des ménages a couvert une variété de sujets, y compris mais sans s'y limiter: démographie des ménages et statut socio-économique ; actifs physiques et capital humain ; activités de moyens d'existence ; consommation et les dépenses alimentaires et non alimentaires; et stratégies d'adaptation alimentaires et de moyens d'existence. Une check-list pour les groupes de discussion visait à compléter l'information recueillie lors de l'enquête au niveau des ménages et à se concentrer sur une meilleure compréhension des activités de subsistance des ménages, en mettant l'accent sur le secteur agricole.

Comme mentionné précédemment, la plupart des villages d'accueil des réfugiés se trouvent dans trois sous-préfectures à savoir Axe Kaba Roangar (S/P de Goré), Axe Békan (S/P de Békan) et Axe Oudoumian (S/P de Bessao). Elles ont été donc considérées comme des strates dans cette enquête. Les données collectées sont représentatives au niveau sous-préfectoral mais en se limitant uniquement aux villages concernés par les afflux.

Dans chaque sous-préfecture, 300 ménages dont 100 par type de ménages ont été prévue d'être enquêtés. Au final, 893 ménages ont été enquêtés sur 900 prévus, soit un taux de réalisation de 99%. Pour la sélection des ménages, il a été procédé à un tirage à deux degrés. Au premier degré, les villages hôtes ont tirés proportionnellement au nombre de ménages réfugiés de manière à donner plus de chance aux villages ayant accueilli le plus grand nombre de ménages réfugiés d'appartenir à l'échantillon. Dans chaque sous-préfecture cinq villages seront tirés. A l'intérieur des villages tirés, 20 ménages de la population hôte, 20 ménages non-hôtes, et 20 ménages réfugiés ont été sélectionnés au hasard sur la base des listes fournies par le HCR ou des listes des ménages de la population locales dressées par les équipes de collecte.

Bien qu'il ait été prévu de collecter des données sur 100 ménages de chaque groupe de population dans chaque sous-préfecture, certains groupes de population ont été suréchantillonnés tandis que d'autres ont été sous-échantillonnés (voir Tableau 1). Les poids de sondage ont été utilisés lors de l'analyse des données pour ajuster cet échantillonnage. Cependant, étant donné le faible nombre

de ménages de réfugiés interviewé à Békan par rapport au nombre prévu, il est probable que les résultats ne soient pas forcément représentatifs pour ce groupe.

Tableau 1 : Populations aux communautés évaluées, ainsi que le nombre prévu et réel de ménages échantillonnés

	Population		Echantillon prévue			Echantillon actuel		
	Nombre de Réfugiés	Pop Autochtone	Non-hôtes	Hôtes	Réfugiés	Non-hôtes	Hôtes	Réfugiés
Kaba Rouangar	1 795	12 121	100	100	100	100	103	102
Békan	7 535	10 450	100	100	100	158	90	40
Oudoumian	2 170	2 926	100	100	100	102	101	97

La collecte des données a été faite du 26 février au 3 mars 2018. Pour la collecte des données, 6 équipes dont 2 par axe ont été utilisées comprenant 18 enquêteurs (6 enquêteurs par axe), 6 superviseurs (2 superviseurs par axe) et 6 coordonnateurs (2 coordonnateurs par axe). Avant la collecte de donnée, une formation de 3 jours a été faite données aux enquêteurs et superviseurs. Cette formation porte pour assurer une bonne compréhension des questionnaires, de la méthodologie et les familiariser à la manipulation des smartphones qui ont été utilisés pour la collecte des données. Les équipes de collecte ont été constitués après un test de sélection qui a retenu les meilleurs enquêteurs. Les données ont été collectées en utilisant le logiciel ODK ont été centralisées sur un serveur. L'analyse des données a été réalisée par l'équipe technique sous SPSS.

2.3 Limites

Dans l'ensemble, la collecte de données s'est bien déroulée sans problème majeur. Cependant, il y a certaines limites à l'évaluation qui doivent être considérées dans la lecture des résultats :

- Le faible nombre de ménages réfugiés interrogés dans le canton de Békan pourrait réduire la représentativité des données pour cette population.
- La méthodologie CARI inclut plusieurs indicateurs de sécurité alimentaire qui ne couvrent pas les mêmes périodes. Dans le cas de la part des dépenses totales consacrées à l'alimentation, la période couverte par cet indicateur comprend les dépenses avant et après l'arrivée des nouveaux réfugiés centrafricains. En conséquence, cet indicateur peut être légèrement biaisés.
- Des comparaisons ont été faites entre les résultats de la présente enquête (uniquement représentative des zones d'accueil des réfugiés) et ceux de l'ENSA d'octobre 2017 couvrant l'ensemble des départements concernés. Ces comparaisons sont à lire à la lumière de cette limite. De plus, l'ENSA a été menée en octobre, qui est la période de récolte, tandis que cette EFSA a été menée pendant la période pré-soudure. La saisonnalité peut être un facteur de la détérioration de la sécurité alimentaire notée entre ces deux évaluations.
- Les résultats du dépistage actif par le périmètre brachial (PB) utilisé dans le présent document donnent une idée générale (sans avoir la prétention d'être représentatifs) de la situation nutritionnelle dans les zones évaluées.

3. Résultats

Comme décrit ci-dessus, l'évaluation a couvert un large éventail de sujets liés à la sécurité alimentaire des ménages et aux moyens d'existence. Dans cette section, les résultats de l'évaluation ont été regroupés dans les sous-sections suivantes pour faciliter la compréhension et l'analyse : 1) caractéristiques des ménages, 2) marchés, 3) sécurité alimentaire, 4) nutrition et mortalité, et 5) principaux problèmes et les priorités selon les ménages et les informateurs clés, et 6) conclusions.

3.1 Caractéristiques du ménage

3.1.1 Démographie

La taille moyenne des ménages dans les communautés évaluées est de 9,9 personnes. Cependant, cela cache une différence importante de la taille du ménage entre les groupes de population. Plus précisément, les ménages de réfugiés isolés et les ménages non-hôtes n'ayant pas accueilli des réfugiés avaient tous les deux une taille moyenne de 6 personnes. Pendant ce temps, les ménages locaux hôtes des réfugiés avaient une taille significativement plus importante, soit 15 personnes. De plus, parmi les ménages locaux hôtes des réfugiés, 43% ont un plus grand nombre des membres réfugiés que les membres locaux dans le ménage.

La majorité des ménages de réfugiés isolés sont dirigés par une femme (57%). En comparaison, seulement 36% des ménages locaux (hôtes et non-hôtes) sont dirigés par une femme. Les taux d'alphabétisation du chef de ménage sont également légèrement inférieurs (28%) pour les ménages de réfugiés par rapport aux ménages hôtes (30%) et aux ménages non-hôtes (36%). Enfin, un pourcentage plus faible de ménages de réfugiés isolés sont dirigés par une personne qui est mariée (70%) et ils sont parfois dirigée par un veuf(ve) (20%). En comparaison, 80-83% des ménages locaux (hôtes et non-hôtes) sont dirigés par une personne qui est marié et seulement 12-14% sont dirigés par un veuf(ve). On peut donc constater que les femmes seules ou ayant perdu leur mari sont davantage déplacées pour trouver refuge au Tchad suite à la dégradation de la sécurité au nord de la RCA.

Au moment de l'évaluation, la durée moyenne de présence des ménages réfugiés dans les communautés variait entre 55 et 60 jours. La plupart des ménages de réfugiés isolés sont enregistrés par le HCR et seulement 12% ont indiqué qu'ils n'avaient pas de token de HCR. En comparaison, 38% des ménages hôtes ont indiqué que les réfugiés chez eux n'étaient pas enregistrés. Cette tendance est observée dans les trois sous-préfectures, bien qu'un pourcentage plus élevé de réfugiés vivant avec des ménages hôtes à Kaba-Roangar aient déclaré ne pas avoir été enregistrés² (42%).

Des différences dans les conditions d'abri sont également observées entre les réfugiés et les populations locales. Plus spécifiquement, parmi les ménages locaux et les réfugiés vivant dans des ménages hôtes, la majorité vit dans des abris dont les murs sont constitués de briques en banco (59% et 52% respectivement) ou de banco stabilisé (34%). De plus, les matériaux de toiture des

² Il est important de signaler que la réception de l'assistance alimentaire fournie par le PAM est conditionnée par l'enregistrement préalable de la part du HCR. Ainsi, les ménages qui ne sont pas enregistrés ne reçoivent pas d'assistance alimentaire et sont obligés de partager les rations d'autres ménages.

abris où vivent ces ménages sont généralement de la paille/tige (62 et 68%, respectivement) ou de la tôle en métal (34% et 26%, respectivement). Parmi les ménages de réfugiés isolés, les abris sont généralement construits avec des matériaux peu coûteux et faciles à utiliser. Les murs sont généralement construits avec des briques en banco (53%) ou de la bâche / plastique (28%) et les toits sont faites de paille / tige (61%) ou de bâches / plastique (28%).

La majorité des ménages ont déclaré ne pas avoir de toilettes (ménages hôtes : 73%, ménages de réfugiés isolés : 91%, ménages non-hôtes : 77%) et presque tous les autres ont indiqué avoir des latrines traditionnelles. Tous les ménages emploient le bois comme source d'énergie pour cuisiner.

3.1.2 Activités génératrices de revenus

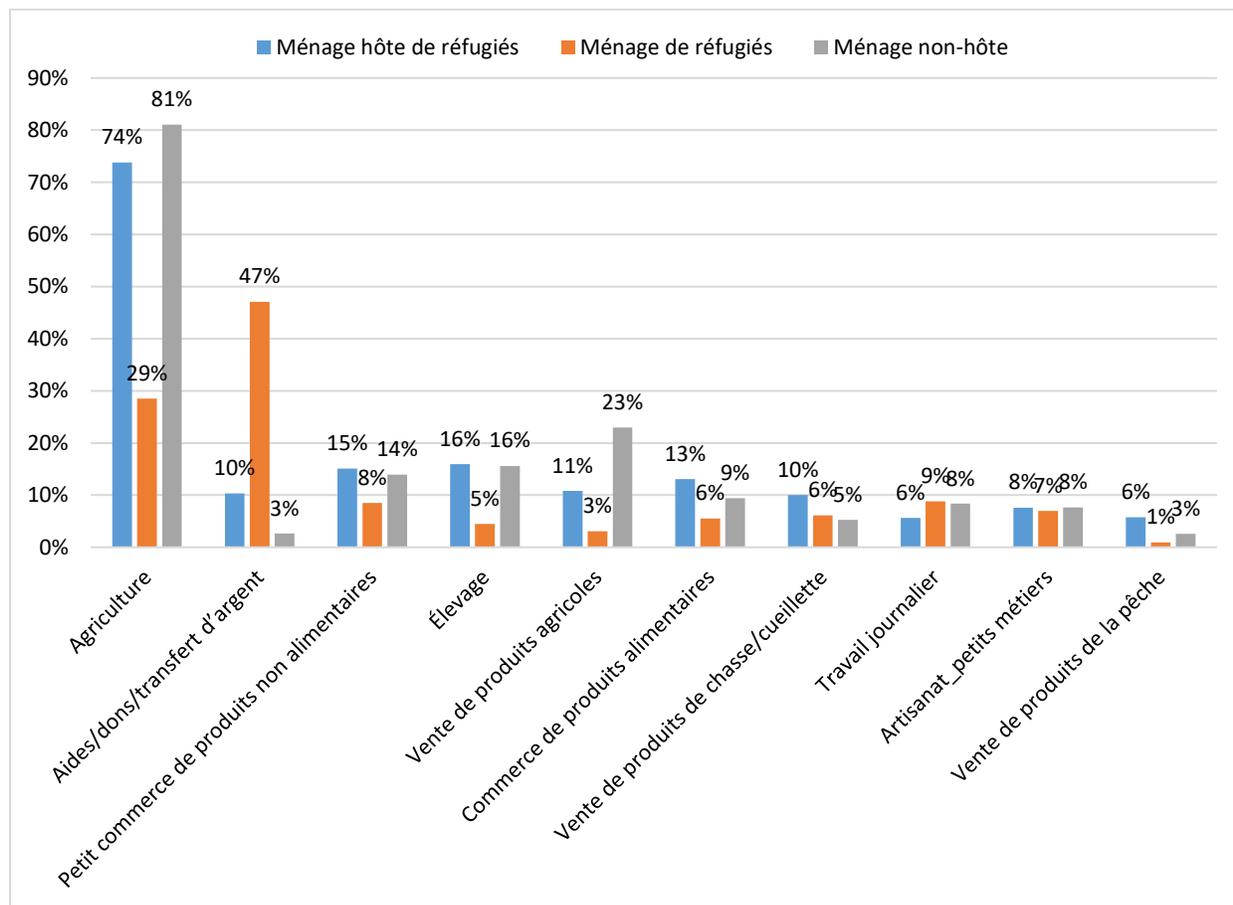
Selon les groupes de discussion au niveau communautaire, les principales activités de subsistance des ménages dans les communautés évaluées sont l'agriculture (cultures de vivrières, de rente et maraîchère), la pêche (pour ceux vivant près de la rivière Pendé), l'élevage et le petit commerce des produits alimentaires. Les entretiens au niveau des ménages ont révélé des résultats similaires, montrant que 60% des ménages comptent sur la production agricole comme source de revenu. Les autres sources de revenus communément rapportées par les ménages comprennent l'assistance humanitaire, les dons et les transferts monétaires (20,7%), le petit commerce de produits non agricoles (12,6%), la vente de bétail (12%) et la vente de produits agricoles (11,3%). Il est intéressant de noter que seulement 3,3% des ménages ont déclaré des ventes de poisson comme source de revenu alors que seulement 0,4% ont déclaré des revenus de la vente de cultures maraîchères bien que la pêche et le maraîchage aient été rapportés comme activités de subsistance importantes par les groupes de discussion.

Les sources de revenu sont nettement différentes entre les ménages réfugiés et locaux. Seulement 28,5% des ménages de réfugiés isolés ont déclaré que l'agriculture était une source de revenu. En comparaison, 73,8% et 81% des ménages hôtes et non-hôtes, respectivement, ont déclaré des revenus provenant des activités agricoles. Cette constatation est probablement due au fait que les ménages de réfugiés se sont déplacés après la fin de la saison agricole 2017/2018 et qu'ils ont donc peu d'opportunités de participer aux activités agricoles au Tchad en ce moment. De plus, beaucoup sont arrivés avec très peu d'actifs et n'ont pas les intrants et outils nécessaires pour participer aux activités agricoles (voir la section sur la production agricole ci-dessous pour plus d'informations).

Du fait qu'une plus faible proportion de ménages de réfugiés est impliquée dans l'agriculture, cette population est beaucoup plus dépendante de l'assistance humanitaire. Le pourcentage de cette population dépendant de l'assistance humanitaire, des dons et des transferts monétaires est de 47,1%. En comparaison, 10,3% et 2,6% des ménages hôtes et non-hôtes, respectivement, dépendent de cette source.

Parmi tous les groupes des ménages, la diversification des revenus est très limitée. Plus précisément, les ménages locaux (hôtes et non-hôtes) ont, en moyenne, deux sources de revenu tandis que les ménages réfugiés n'en avaient généralement qu'un seul.

Figure 2 : Les sources de revenu (pourcentage de ménages)

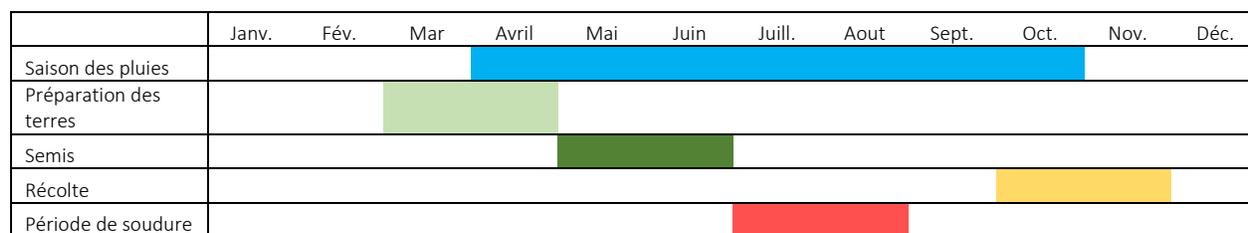


Source : EFSA 2018

3.1.2.1 La production agricole

Au cours d'une année typique, la saison des pluies au sud du Tchad s'étend d'avril à octobre. Etant donné que les cultures de la zone sont essentiellement pluviales, les activités agricoles suivent la saison des pluies avec les préparations de terre en mars et avril, les semis en mai et juin et les récoltes en octobre et novembre. La période de soudure, où les ménages ont le plus de difficultés à accéder à la nourriture, se produit beaucoup plus tard dans l'année de consommation, entre juillet et août.

Figure 3 : Calendrier saisonnier



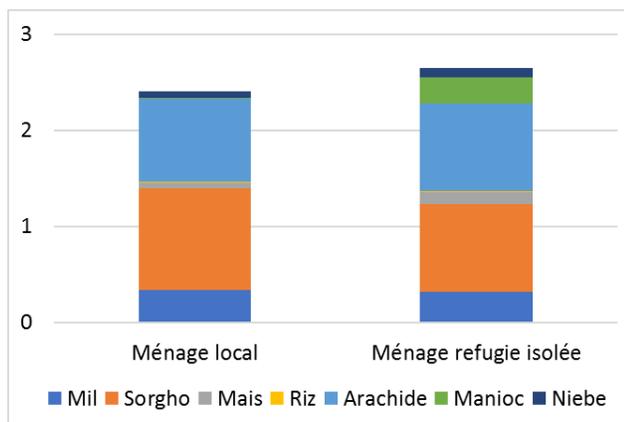
Source : EFSA 2018 et FEWS NET

Selon les groupes de discussion et les informations secondaires³, les principales cultures de base cultivées dans les zones évaluées sont le sorgho pluvial, le maïs et le mil. En outre, les principales cultures de rente sont l'arachide et le sésame, ainsi que le coton dans une moindre mesure. Certaines communautés ont également déclaré participer à des activités maraîchères.

En ce qui concerne les superficies emblavées en cultures de base et de rente⁴, les ménages locaux ont déclaré avoir cultivé en moyenne 2,4 ha avec les plus grandes quantités de terres consacrées à la production de sorgho (1,1 ha en moyenne), et d'arachides (0,9 ha). Étant donné que les ménages de réfugiés ont été déplacés après la fin de la saison agricole, leurs réponses sont très probablement associées aux activités agricoles au nord de la RCA plutôt qu'au Tchad. Cela dit, ils ont indiqué qu'ils cultivaient en moyenne 2,7 ha de terres, avec des répartitions relativement similaires des superficies emblavées en diverses cultures. La seule différence importante est que les ménages de réfugiés avaient tendance à déclarer une plus grande superficie emblavée en manioc, conformément aux systèmes de cultures et aux régimes alimentaires observés au nord de la RCA.

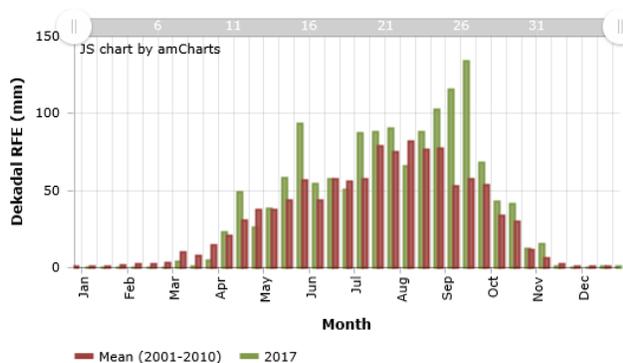
Soixante-quatre pour cent des ménages locaux pensent que les niveaux de production agricole de 2017/2018 étaient inférieurs à ceux observés pendant l'année précédente (2016/2017). Le pourcentage le plus élevé de ménages locaux déclarant des niveaux de production inférieurs a été observé à Békan (81%), tandis que les pourcentages à Kaba-Roangar et à Oudoumian étaient similaires (53% et 57%, respectivement). Les groupes de discussion ont noté que la mauvaise répartition spatiale et temporelle des pluies, des inondations et des dégâts aux cultures causés par les ennemis des cultures et les animaux étaient les principales causes de la baisse de la

Figure 4 : Superficie moyenne cultivée en diverses cultures (en ha)



Source : EFSA 2018

Figure 5 : Estimation de la précipitation par télédétection pour La Nya Pende (par décennie et en mm)



Source : USGS/FEWS NET

³ FEWS NET. 2011. *Profils des Moyens d'Existence Rapides pour le Tchad*. Washington, DC.

⁴ Le questionnaire a demandé les superficies emblavées pour les cultures suivantes : mil, sorgho, maïs, riz, arachide, manioc et niébé.

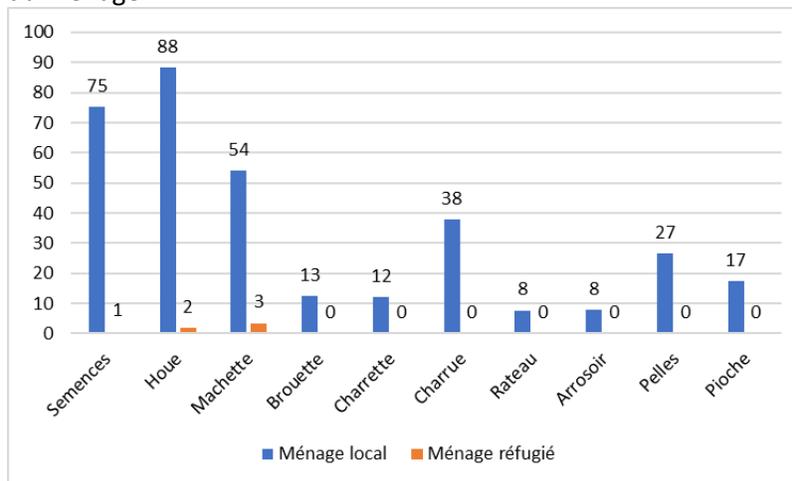
production cette année. Les données de télédétection confirment ces fortes pluies atypiques entre juillet et septembre (voir Figure 5), provoquant parfois des inondations.

Il est à noter qu'au niveau de la région, ces chocs n'ont pas provoqué de baisse importante des niveaux de production agricole. Plus précisément, la production céréalière du Logone Orientale 2017/2018 n'a baissé que de 3% par rapport à l'année précédente mais a augmenté légèrement (+ 2%) par rapport à la moyenne quinquennale. La production de racines et de tubercules a également diminué de 18,1% par rapport à l'année dernière mais a augmenté de 6,2% par rapport à la moyenne quinquennale. Les statistiques au niveau de la région peuvent toutefois masquer les variations locales des niveaux de production et il est donc possible que certains ménages aient enregistré des baisses de production beaucoup plus importantes cette année que ne le reflètent ces chiffres.

Les ménages non-hôtes estiment que leurs stocks actuels provenant de leurs récoltes précédentes couvriront leurs besoins alimentaires pendant 3,5 mois supplémentaires (médiane : 3 mois) ou jusqu'à juin. Les ménages hôtes ont déclaré seulement 2,3 mois (médiane : 2 mois) en moyenne, soit jusqu'au mois de mai. Ces stocks alimentaires plus faibles sont probablement dus au partage de nourriture avec les membres additionnelles depuis l'afflux de nouveaux réfugiés. Les ménages de réfugiés isolés ont déclaré les niveaux de stock les plus bas. En moyenne, ils ont indiqué que leurs stocks dureront 1,5 mois, ou jusqu'à avril. Cependant, parmi cette population, il est à noter que la réponse médiane était nulle (zéro mois).

Pour la prochaine saison agricole 2018/2019, les ménages locaux et les réfugiés locaux ont besoin des terres, des intrants et de l'équipement nécessaires pour mener les activités agricoles. En ce qui concerne les intrants et les outils, les réfugiés centrafricains ont souvent quittés leurs foyers rapidement au milieu des combats et sont arrivés au sud du Tchad avec très peu d'actifs (ménagers et productifs). Par conséquent, presque tous les

Figure 6 : Possession de divers matériels agricoles, selon le statut du ménage



Source : EFSA 2018

ménages de réfugiés isolés n'ont déclaré aucun stock de semences pour la saison à venir ni d'outils agricoles (Voir Figure 6). La situation était toutefois nettement meilleure parmi la population locale, avec la majorité des ménages déclarant des stocks de semences (75%), ainsi que la possession d'au moins une houe (88%) et une machette (54%). Bien que ces populations aient accès à des outils agricoles de base, selon une évaluation rapide de la sécurité semencière menée par INTERSOS dans le cadre de cette évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence, les

communautés locales manquent de structures de stockage comme des banques de céréales qui aideraient à la conservation de la production.

3.1.2.2 Elevage

Soixante-six pour cent des ménages locaux ont déclaré posséder du bétail, sans différences notables entre les ménages qu'ils aient accueillis ou non des réfugiés. Parmi les ménages locaux possédant du bétail, les espèces les plus fréquentes sont les volailles, les porcins et les caprins.

Parmi les réfugiés, 11% ont amené du bétail avec eux lorsqu'ils ont fui la RCA. Parmi les réfugiés propriétaires de bétail, ils ont déclaré le plus

grand nombre de volailles et bovins, peut-être en raison de la facilité de transport ou d'achat de volailles et de la valeur élevée d'un bovin qui fait que les ménages sont moins enclins à les laisser derrière eux en quittant la RCA.

23,7% des ménages locaux avec des animaux ont déclaré avoir vendu des femelles productives au cours des trois derniers mois. Ces ventes ont permis d'acheter de la nourriture pour couvrir un déficit de production (35%) ou pour soutenir les réfugiés nouvellement arrivés (30%). Elles ont également permis de couvrir des dépenses de santé (30%). Très peu de ménages de réfugiés ayant des animaux (1,8%) ont déclaré avoir vendu des femelles productives.

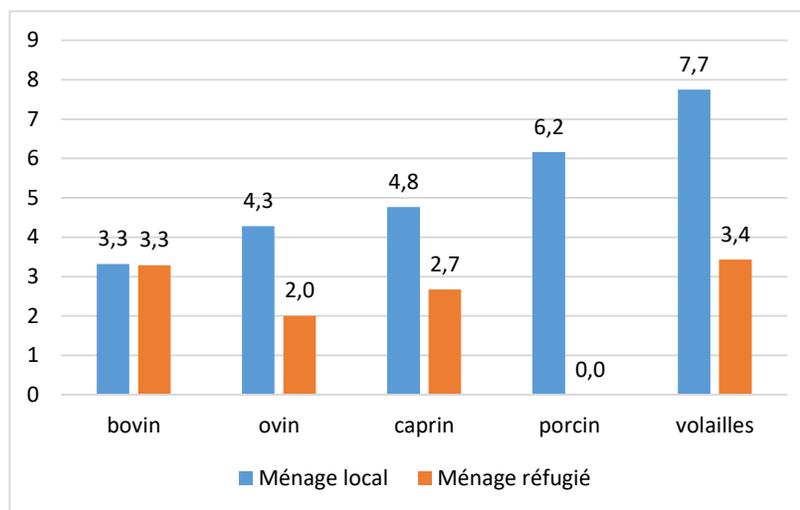
La majorité des ménages locaux et de réfugiés possédant du bétail ont déclaré que leurs animaux avaient été vaccinés au cours des six derniers mois (local : 60,6%, réfugié : 64,8%).

3.2 Situation des marchés

Étant donné que l'évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence ne portait pas sur le fonctionnement des marchés, seules des informations limitées sur les niveaux d'approvisionnement et les prix ont été recueillies. Cependant, une évaluation du marché au niveau national a été réalisée à peu près au même moment (février 2018) par le Système d'information durable sur la sécurité alimentaire et l'alerte précoce (SISAAP), en collaboration avec ses SPI (DPAS / SIM des Produits Agricoles) et DEPSA / SIM Bétail, et les partenaires (CILSS, PAM, FEWS NET, FAO, etc.). Dans cette section, les informations provenant de cette évaluation a été utilisée pour compléter les données d'approvisionnement et de prix collectées au cours de l'EFSA.

L'évaluation du marché national a révélé que sur les principaux marchés approvisionnant les zones accueillant des réfugiés, en particulier les marchés de Moundou (Logone Occidental) et de Doba (Logone Oriental), les grossistes ont déclaré que leurs niveaux de stocks dureraient entre 5 et 6

Figure 7 : Possession de bétail, selon le statut du ménage



Source : EFSA 2018

mois ce qui est similaire à l'année précédente. Cependant, ils ont signalé un nombre réduit de clients, qu'ils ont attribué à une baisse de la demande locale liée à la crise économique que le pays connaît. Les difficultés de remboursement des clients ont parfois obligé les commerçants à réduire les ventes à crédit. La fermeture de la frontière avec la RCA aurait également eu divers impacts sur les entreprises des commerçants, y compris la réduction du nombre de clients étrangers et des difficultés accrues pour accéder aux marchés frontaliers.

Cependant, les niveaux d'approvisionnement des marchés locaux sur lesquels les réfugiés et leurs communautés d'accueil s'approvisionnent sont moins bons. Selon des données recueillies pendant l'EFSA, des nombreux produits sont soit peu disponibles, soit inexistantes, même s'ils ont été disponibles l'année dernière et en année normale au même période (voir Tableau 2 et 3).

Tableau 2 : La disponibilité de divers produits alimentaires à Oudoumian

Produits	Disponibilités		
	Actuelles	Année passée	Habituelle
Mil	0	1	1
Maïs	1	2	2
Sorgho	1	3	3
Riz local	0	2	2
Riz importé	2	2	2
Farine de blé	0	3	3
Niébé/Haricot	0	2	2
Arachide	1	2	3
Sésame	1	2	3
Huile d'arachide	1	2	3
Farine de manioc	0	1	1

Tableau 3 : La disponibilité de divers produits alimentaires à Bessao

Produits	Disponibilités		
	Actuelles	Année passée	Habituelle
Mil	1	1	1
Maïs	1	2	3
Sorgho	1	2	3
Riz local	0	2	2
Riz importé	2	2	2
Farine de blé	3	3	3
Niébé/Haricot	1	2	2
Arachide	2	2	3
Sésame	2	2	3
Huile d'arachide	2	2	3
Farine de manioc	1	2	3

0	Non disponible	1	Rare	2	Disponible	3	Abondant
---	----------------	---	------	---	------------	---	----------

Source : EFSA 2018

Sur les grands marchés régionaux, les prix des principaux produits céréaliers sont stables ou en baisse depuis l'arrivée des nouveaux réfugiés de la RCA, ainsi que par rapport à la moyenne quinquennale. Cependant, les prix sont en hausse par rapport à l'année dernière mais en dessous de la moyenne quinquennale. Par exemple, le prix du sorgho au marché de Goré est en hausse de 23% par rapport à l'année dernière, mais en baisse de 9% par rapport à la moyenne quinquennale.

Cependant, sur les marchés locaux des zones de réception des réfugiés, les hausses de prix seraient plus marquées, probablement due en partie à la réduction de disponibilité mentionnées ci-dessus et une demande accrue de la population locale croissante. En particulier, selon les commerçants interrogés par l'équipe de l'EFSA, les prix du sorgho ont augmenté de 28% par rapport à l'année dernière et 60% par rapport à la normale à Oudoumian. Les commerçants à

Bessao ont rapporté des hausses de prix similaires, indiquant que les prix du sorgho ont été 33% plus élevés que l'année dernière et 50% au-dessus des niveaux normaux.

Compte tenu de cette faible disponibilité des aliments de base et la hausse des prix des aliments dans les communautés d'accueil de réfugiés, les transferts monétaires utilisant le cash direct ne seraient pas la modalité la plus appropriée pour l'assistance alimentaire. Une augmentation non contrôlée de la demande sur les marchés pourrait se traduire par des hausses de prix plus importantes affectant la sécurité alimentaire de l'ensemble des ménages de la zone y compris dans les zones qui n'ont pas accueilli des réfugiés.

Compte tenu de la production agricole 2017/18 et de la disponibilité alimentaire relativement moyenne au niveau régional et des informations fournies par les commerçant sur le fait que les produits alimentaires pourraient être transférés relativement facilement à ces communautés s'ils étaient avertis à l'avance, un programme de coupons alimentaires pourrait être approprié. Compte tenu des conditions actuelles des marchés dans la zone, la première option d'assistance alimentaire reste la distribution de vivres.

Dans la région, les ménages vendent souvent des cultures de rentes, telles que l'arachide et le sésame, afin de couvrir les besoins des ménages. Par conséquent, les prix des cultures de rentes peuvent avoir un impact important sur l'accès alimentaire des ménages.

Au marché principal de Goré, le prix de l'arachide a augmenté par rapport à l'année dernière (8%) et à la moyenne quinquennale (+ 11%). En plus, les termes de l'échange entre l'arachide et le

Figure 8 : Evolution du prix du sorgho à Goré

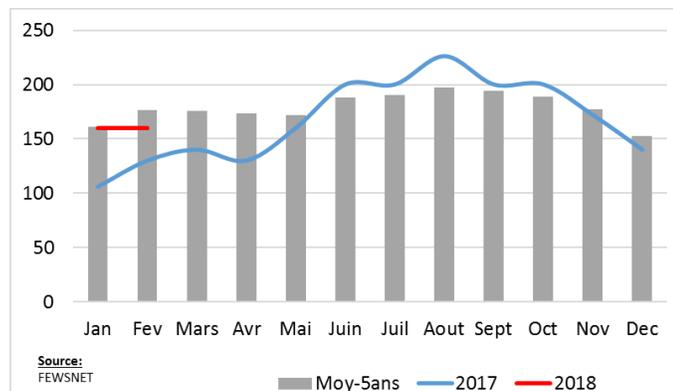


Figure 9 : Evolution du ToT arachide a sorgho à Goré

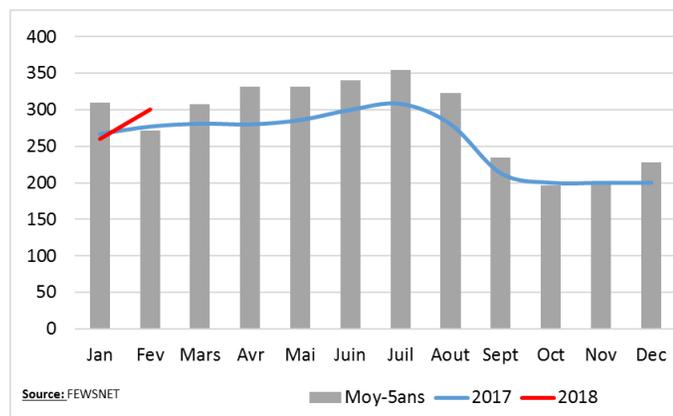
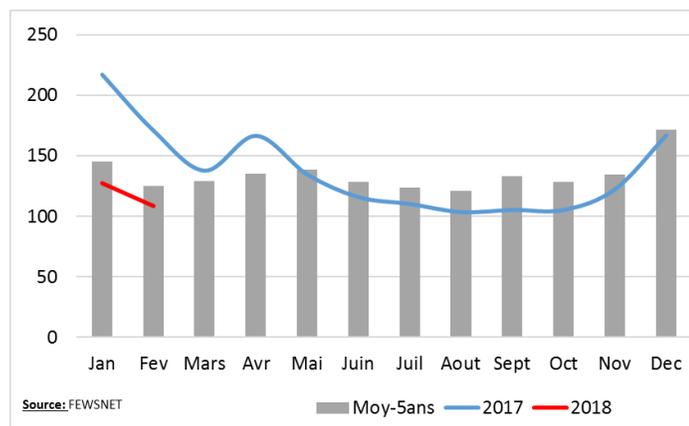


Figure 10 : Evolution du ToT mouton a sorgho à Goré



sorgho se réfèrent à la quantité de sorgho qui peut être achetée par la vente de 1 kg d'arachide. Compte tenu de la hausse des prix de l'arachide, les termes de l'échange à Goré sont favorables aux producteurs d'arachide, en hausse de 17% par rapport à la moyenne quinquennale mais en baisse de 12% par rapport aux niveaux de l'an dernier. L'analyse des données pour les marchés locaux d'Oudoumian et de Bessao ont également signalé que les termes de l'échange entre l'arachide et le sorgho ont augmenté par rapport à la période normale. Ces termes de l'échange favorables contribueront à soutenir l'accès alimentaire pour les ménages qui ont encore des stocks d'arachides à vendre.

Pour ce qui concerne le sésame, le prix à Goré a baissé par rapport à l'année dernière (-20%) et à la moyenne quinquennale (-11%), entraînant une légère baisse des termes de l'échange avec le sorgho (-4% par rapport à la moyenne quinquennale, -35% par rapport à l'année dernière). Cette tendance diffère légèrement des données recueillies sur les marchés locaux d'Oudoumian et de Bessao qui suggèrent une amélioration des termes de l'échange entre le sésame et le sorgho par rapport à la normale.

En plus des cultures de rentes, les ménages vendent souvent du bétail pendant les périodes de stress pour répondre à leurs besoins. Selon l'évaluation nationale des marchés, les commerçants de bétail dans le Logone Oriental ont indiqué que les niveaux de demande sur les marchés locaux étaient similaires (50% des commerçants) ou en baisse (39% des commerçants) par rapport au niveau de l'année dernière. Dans l'ensemble du pays, une faible demande dans les centres urbains et dans les zones production a été signalée en raison entre autres des effets de la crise économique. Dans le même temps, les niveaux d'approvisionnement en bétail sur les marchés du sud ont augmenté car les ménages transhumants ont migré avec leur bétail vers le sud plus tôt que d'habitude en raison des mauvaises conditions pastorales dans la zone sahélienne. En outre, de plus en plus de personnes vendent des animaux en raison de problèmes liés à la sécurité alimentaire cette année, ce qui entraîne également une augmentation des niveaux de l'offre dans ces zones.

Par conséquent, les prix des petits ruminants ont considérablement baissé par rapport à l'année dernière et à la moyenne quinquennale sur le marché de Goré. Plus précisément, le prix d'une chèvre est en baisse de 23% par rapport à la moyenne quinquennale et de 13% par rapport à l'année dernière. Cela a entraîné des termes de l'échange de bétail à sorgho défavorables aux éleveurs (en baisse de 29% par rapport à l'année dernière et de 16% par rapport à la moyenne quinquennale), réduisant ainsi l'accès alimentaire des ménages affectés. Les données collectées pendant l'EFSA sur les marchés d'Oudoumian et Bessao reflètent des tendances différentes pour les prix du bétail. Plus précisément, les commerçants d'Oudoumian et de Bessao ont indiqué que les prix des ovins ont été inférieurs à ceux de l'an dernier (-27 à 31%) mais que le prix des caprins ont augmenté (31 à 36%). Dans les deux cas, ils ont signalé que les prix de ces animaux étaient bien au-dessus des niveaux habituels de la zone (caprins : 80% à 150% ; ovins : 16% à 25%). Les données collectées ne permettent pas d'expliquer ces tendances. Cependant les analystes continuent à suivre la situation des marchés pour voir si ces tendances se maintiennent dans le temps.

3.3 Situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La prévalence de l'insécurité alimentaire est obtenue en utilisant la méthodologie de l'approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI⁵). L'approche CARI utilise des données sur la consommation alimentaire actuelle des ménages (ex : score de consommation alimentaire), ainsi que des informations sur la capacité d'adaptions des ménages basés sur leur vulnérabilité économique (ex. la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages) et l'épuisement de leurs moyens d'existence (ex. stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence) pour déterminer un indice global d'insécurité alimentaire. Pour assurer la clarté et la transparence de la méthodologie, les résultats de l'analyse sont présentés dans une console montrant le pourcentage de la population dans la catégorie d'insécurité alimentaire globale, ainsi que pour les composantes clés. Une description de l'insécurité alimentaire à chaque niveau est faite dans le tableau suivant.

Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Ménage capable de satisfaire ses besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptions atypiques.	Ménage qui a une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptions irréversibles. Ne peut pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.	Ménage qui a une consommation alimentaire déficiente OU qui ne peut satisfaire ses besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptions irréversibles. 0	Ménage qui a une consommation alimentaire très déficiente OU qui connaît une perte très importante de ses moyens d'existence qui vont conduire à des déficits importants dans sa consommation alimentaire OU pire.

Dans cette section, l'insécurité alimentaire sera analysée en considérant cette méthodologie. Premièrement, les résultats de la sécurité alimentaire seront examinés grâce aux données disponibles sur la consommation alimentaire actuelle et la capacité de survie des ménages. Suite à cet examen, la prévalence de l'insécurité alimentaire sera estimée et une discussion sur les caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire sera présentée. Enfin, dans la dernière partie de cette section, les résultats de la nutrition et mortalité seront analysés sur la base des données secondaires.

3.3.1 Score de consommation alimentaire

La consommation alimentaire au niveau des ménages est souvent évaluée à l'aide d'un indicateur standard appelé score de consommation alimentaire (SCA)⁶. Les points forts de l'indicateur du score de consommation alimentaire sont qu'il reflète plusieurs aspects de la consommation alimentaire des ménages (diversité alimentaire et fréquence de consommation) et que sa corrélation avec l'apport calorique global d'un ménage a été expérimentalement prouvée.

⁵ Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security

⁶ Food Consumption Score (FCS)

Pour estimer le SCA, les ménages sont interrogés sur la diversité de leur alimentation (mesurée par le nombre de groupes alimentaires différents consommés par les membres du ménage au cours des sept derniers jours), ainsi que la fréquence de consommation de chaque groupe d'aliments (mesurée par le nombre de jours que chaque groupe a été consommé). Les données recueillies sont ensuite pondérées en fonction de l'importance nutritionnelle de chaque groupe alimentaire, puis additionnées pour calculer le SCA final de ménage.

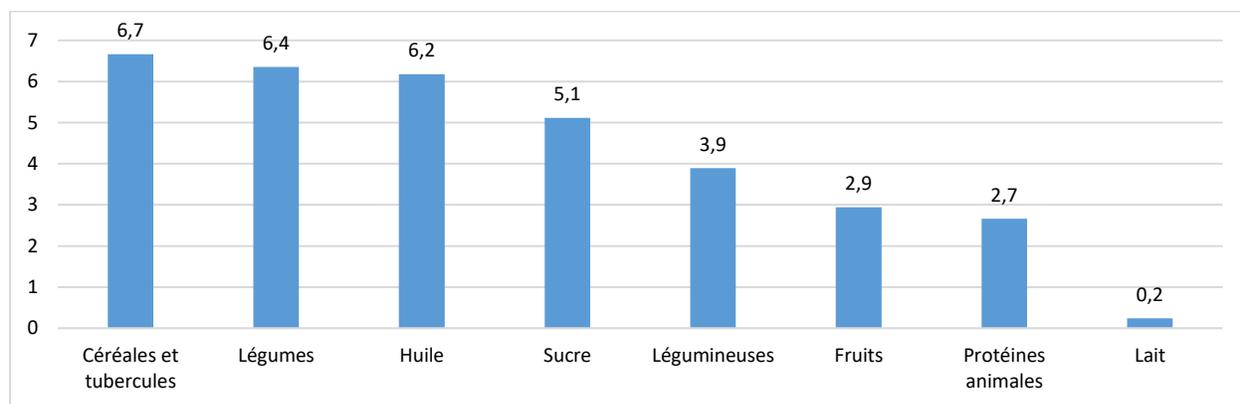
Les ménages sont généralement regroupés en trois catégories (consommation pauvre, limite et acceptable) en fonction de leurs scores de consommation alimentaire. Les seuils standard, ainsi que les seuils ajustés pour les zones où le sucre et l'huile sont consommés fréquemment parmi tous les groupes de richesse, sont :

	Seuils standards	Seuils ajustés pour le sucre et l'huile
Acceptable	>35	>42
Limite	21.5 - 35	28.5 - 42
Pauvre	0 - 21	0 - 28

Au Tchad, les évaluations de la sécurité alimentaire utilisent généralement les seuils ajustés pour le sucre et l'huile étant donné l'importance de ces deux groupes d'aliments pour les régimes alimentaires locaux. Une analyse confirmant la validité de ces seuils ajustés se trouve à l'annexe 1.

Dans les communautés évaluées, les groupes d'aliments les plus consommés sont les céréales/tubercules, les légumes, le sucre et l'huile, consommés en moyenne plus de cinq jours par semaine (voir Figure 11). Les légumineuses, les protéines animales et les fruits étaient également consommés, mais à une fréquence beaucoup plus faible. Le lait serait rarement consommé.

Figure 11 : Nombre moyen de jours au cours des 7 derniers jours où les ménages ont consommé des groupes d'aliments



Source : EFSA 2018

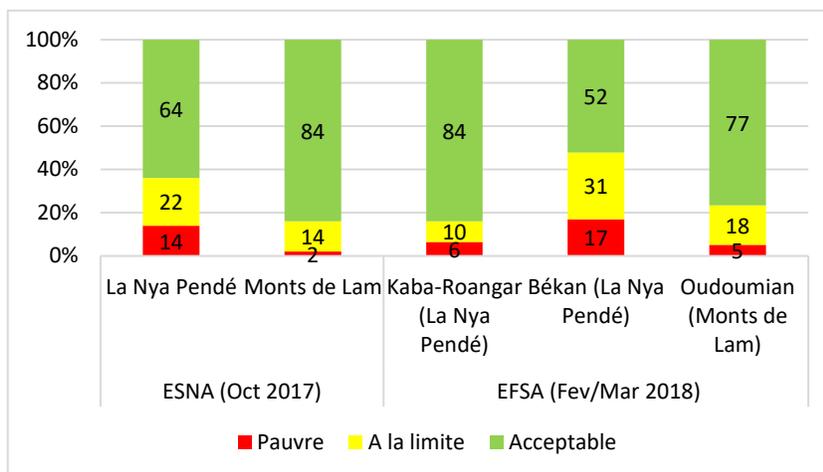
Globalement, 11,2% de la population a une consommation alimentaire « pauvre », 21,6% à une consommation « limite » et 67,1% à une consommation alimentaire « acceptable ». Au niveau canton, le pourcentage de la population avec une consommation alimentaire limite ou pauvre est

beaucoup plus élevé à Békan (48% de la population) qu'à Kaba-Roangar (16%) et à Oudoumian (23%)

Comparativement aux résultats de l'ENSA conduit en octobre 2017, il n'y a pas de détérioration majeure du score de consommation alimentaire des ménages dans les zones évaluées, à l'exception de Békan où la proportion de la population ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite est plus élevée que la moyenne départementale (voir Figure 12).

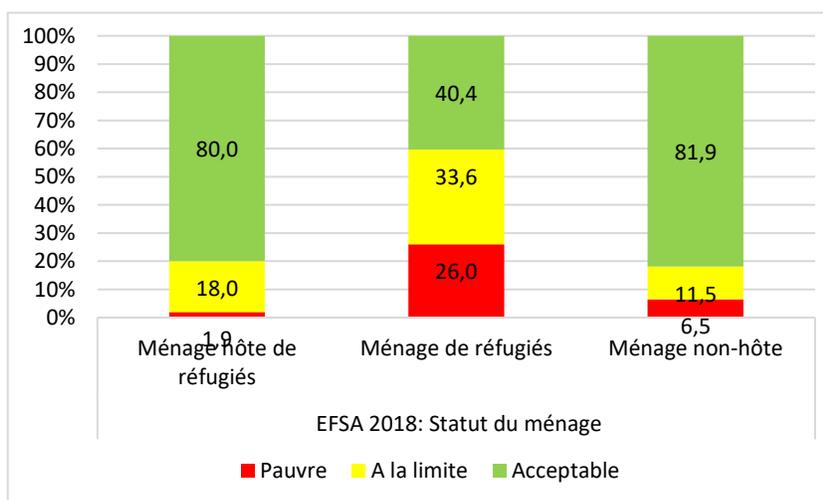
Les ménages de réfugiés isolés ont une consommation alimentaire nettement moins bonne que celle des ménages locaux (hôtes et non-hôtes) avec 26% de réfugiés confrontés à une consommation alimentaire « pauvre » et 34% supplémentaires ayant une consommation alimentaire « limite ». En comparaison, 20% et 19% des ménages hôtes et non-hôtes font face à une consommation alimentaire « pauvre » ou « limite », respectivement.

Figure 12 : Les scores de consommation alimentaire par sous-préfecture et par rapport aux résultats de l'ENSA 2017



Source : EFSa 2018

Figure 13 : Scores de consommation alimentaire, selon le statut du ménage



Source : EFSa 2018

3.3.2 Indice de stratégie d'adaptation réduit

Lorsque les ménages rencontrent des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires, ils recourent à des stratégies d'adaptation négatives. Les stratégies d'adaptation peuvent être décomposées en deux types : les stratégies basées sur la consommation alimentaire et les stratégies basées sur les moyens d'existence.

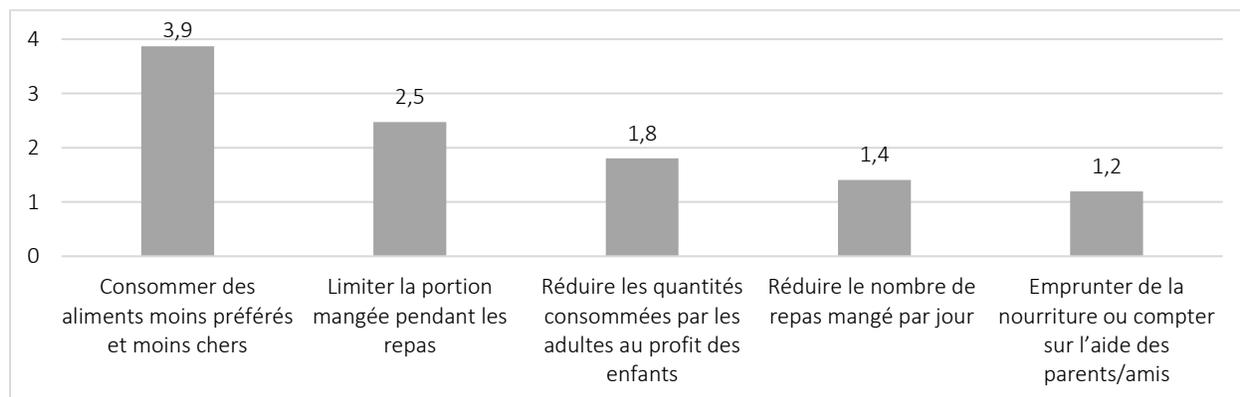
Pour mesurer les stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire, l'indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI) est souvent utilisé. Il s'agit d'un indicateur standardisé qui

examine cinq stratégies d'adaptation basées sur la consommation considérée généralement pertinentes dans différents pays et contextes. Ces stratégies sont 1) consommer des aliments moins préférés et moins chers, 2) emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide des parents/amis, 3) limiter la portion mangée pendant les repas, 4) réduire les quantités consommées par les adultes au profit des enfants, et 5) réduire le nombre de repas mangés par jour.

Lors de la collecte des données, les ménages sont interrogés sur le nombre de jours pendant lesquels ils ont utilisé chacune de ces stratégies d'adaptation au cours des sept derniers jours. Ces données sont ensuite pondérées, en fonction de la sévérité relative de chaque stratégie d'adaptation, puis additionnées pour calculer le rCSI de chaque ménage. Une rCSI plus élevée indique une fréquence et une sévérité plus élevées des stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire, suggérant une insécurité alimentaire pire.

Les résultats de l'EFSA 2018 ont montré que la stratégie d'adaptation la plus fréquemment rapportée par les ménages dans les communautés évaluées était la consommation des aliments moins préférés et moins chers, utilisés presque 4 jours en moyenne au cours des 7 derniers jours. Les deuxième et troisième stratégies les plus fréquemment rapportées étaient la limitation de la portion mangée pendant les repas et la réduction des quantités consommées par les adultes au profit des enfants.

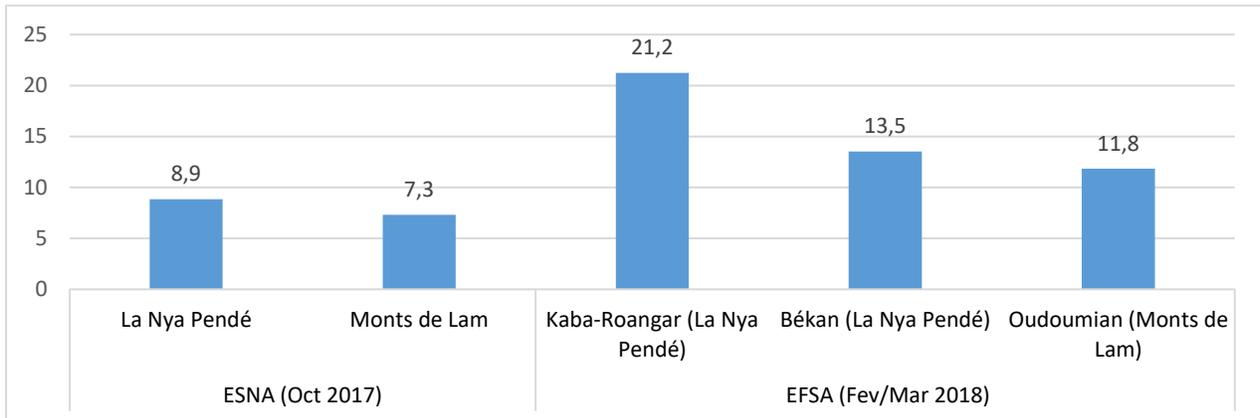
Figure 14 : Fréquence moyenne des stratégies d'adaptation basées sur l'alimentation au cours des 7 derniers jours



Source : EFSA 2018

Dans les sous-préfectures évaluées, il y a une augmentation notable de la rCSI moyenne par rapport aux résultats de l'EFSA d'octobre 2017. Plus spécifiquement, en février/mars 2018, le rCSI allait de 11,8 dans le canton de Oudoumian à 21,1 dans le canton de Kaba-Roangar. En comparaison, en octobre 2017, le rCSI dans les zones évaluées variait de 7,3 à 8,9. Bien qu'une certaine détérioration saisonnière soit probable entre les périodes de récolte et de pré-soudure, cette forte augmentation du recours aux stratégies d'adaptation alimentaires suggère des difficultés accrues d'accès à la nourriture et une consommation alimentaire réduite, en particulier dans le canton de Kaba-Roangar.

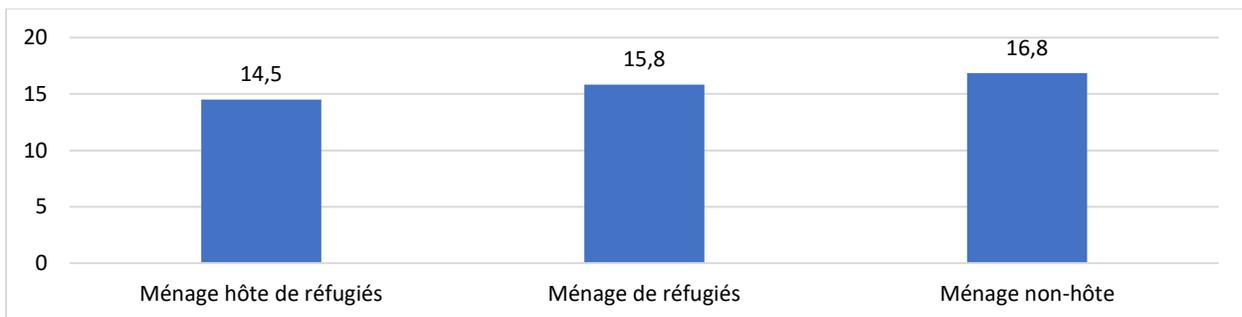
Figure 15 : Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI) moyen, par canton



Source : EFSA 2018

Il est à noter que les ménages non-hôtes ont un rCSI moyen élevée (16,8) par rapport aux ménages de réfugiés (15,8) et des ménages hôtes (14,5).⁷ Bien que ce résultat soit légèrement incohérent avec certains des autres résultats de cette évaluation, les niveaux de stratégie d'adaptation plus élevés parmi les ménages non-hôtes peuvent être liés à un accès réduit à l'aide humanitaire pour les ménages non-hôtes par rapport aux ménages de réfugiés et de hôtes.

Figure 16 : L'indice de stratégie d'adaptation réduit moyen, selon l'état du ménage



Source : EFSA 2018

3.3.3 Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

Comme mentionné précédemment, lorsque les ménages sont confrontés à des difficultés liées à la sécurité alimentaire, ils font recours souvent à des stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence. Les stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence peuvent refléter l'épuisement des actifs, et avoir des implications importantes pour la résilience et la productivité à moyen et à long terme.

Pour mieux comprendre les stratégies d'adaptation locales basées sur les moyens d'existence, il a été demandé aux ménages s'ils avaient déployé ces diverses stratégies d'adaptation négatives en

⁷ Une ANOVA à un facteur montrant une différence statistiquement significative entre les moyennes à $p = 0,000$. Un post-hoc de Tukey montre également une différence statistiquement significative (avec un p inférieur à 0,05 pour tous) en les moyennes entre les groupes de ménages avec les ménages locaux ayant la plus faible rCSI moyenne tandis que les ménages locaux accueillant les réfugiés ont la valeur moyenne la plus basse.

raison d'un manque de nourriture au cours des 30 derniers jours. Ces stratégies d'adaptation ont ensuite été catégorisées en fonction du niveau de sévérité. Les catégories utilisées sont :

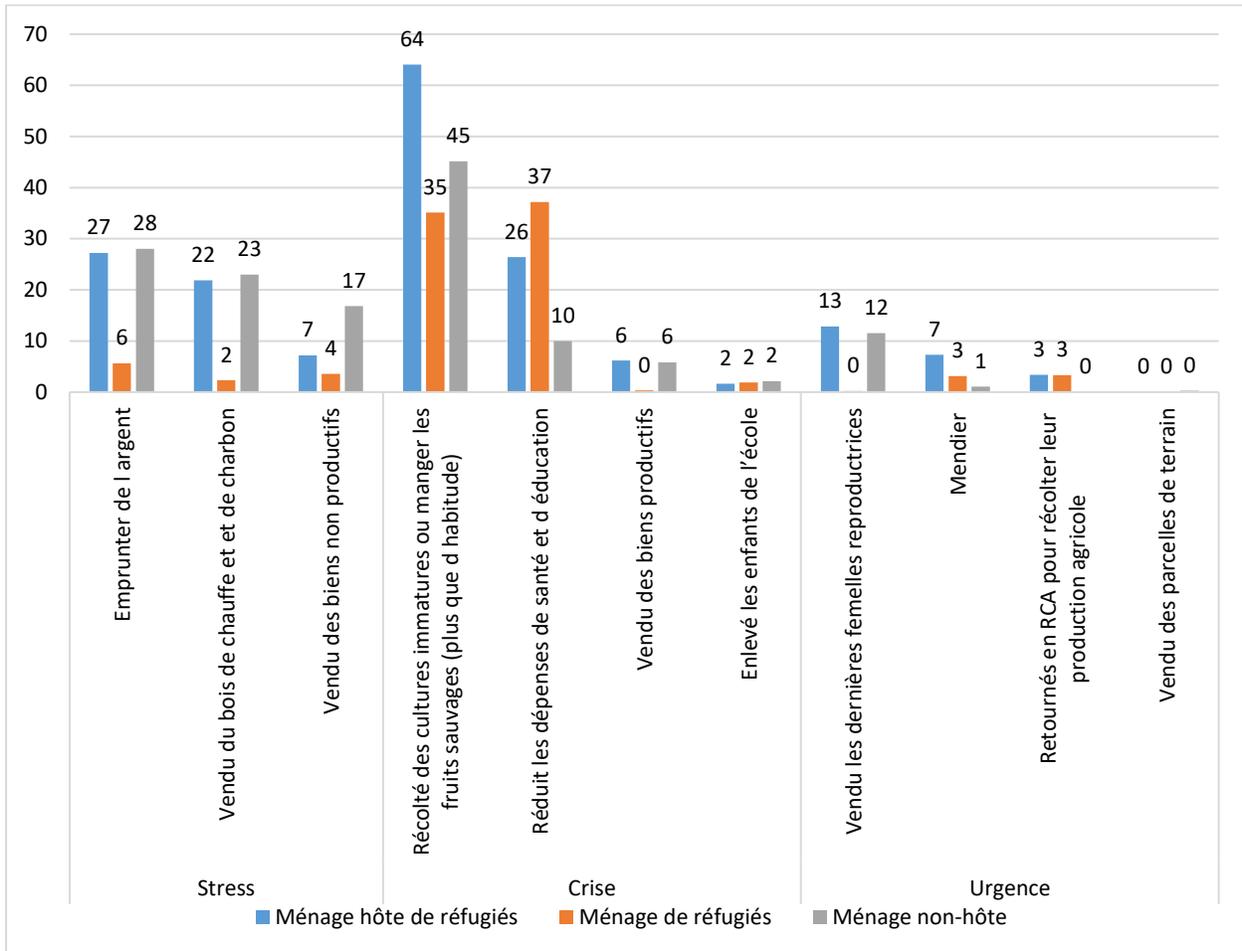
Niveau	Stratégie d'adaptions
Stress	Vendre des biens non productifs (ex. mobilier, bijoux, etc.)
	Emprunter de l'argent pour couvrir vos besoins alimentaires et non alimentaires
	Vendre du bois de chauffe et de charbon
Crise	Récolter des cultures immatures ou manger les fruits sauvages (plus que d'habitude)
	Enlever les enfants de l'école
	Vendre des biens productifs (ex. charrette, charrue, semences, etc.)
	Réduire les dépenses de santé et d'éducation
Urgence	Envoyer des membres des ménages mendier
	Vendre des parcelles de terrain
	Vendre les dernières femelles reproductrices
	Membres du ménage sont-ils retournés en RCA pour récolter leur production agricole

Comme le montre la Figure 17, les stratégies d'adaptation les plus fréquemment utilisées ont été de récolter des cultures immatures ou manger les fruits sauvages plus que d'habitude⁸, emprunter de l'argent et vendre du bois de chauffe et de charbon (ménages hôtes et non-hôtes) ou encore réduire les dépenses de santé et d'éducation (ménages hôtes et réfugiés). Sans surprise, les réfugiés ont tendance à utiliser des stratégies d'adaptation qui nécessitent peu ou pas d'actifs, tels que la consommation d'aliments sauvages (pour exemple, des mangues grâce à la période de récolte en cours au moment de leur arrivée) et la réduction des dépenses de santé et d'éducation. Parallèlement, les ventes d'actifs productifs et les emprunts (qui nécessitent des actifs sociaux) sont plus fréquemment signalés parmi les ménages locaux.

Dans l'ensemble, 15% de la population ont déclaré utiliser des stratégies d'adaptation d'urgence. Dans le même temps, 51% des ménages ont utilisés des stratégies crise, tandis que 7% ont déclaré des stratégies de stress. Le reste des ménages (28%) ne s'est appuyé sur aucune stratégie d'adaptation. Comme le montre la Figure 18, Oudoumian compte une plus faible proportion de ménages fait recours à des stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence comparativement à Békan et Kaba-Roangar. Cependant, pour les trois cantons, le pourcentage de la population qui emploie des stratégies d'adaptation négatives basées sur les moyens d'existence est nettement plus élevé qu'en octobre 2017, lorsque l'ESNA a constaté que 80% et 71% des ménages n'ont pas utilisé des stratégies d'adaptation dans les départements de La Nya Pendé et Monts de Lam.

⁸ Étant donné que l'évaluation a eu lieu hors saison, il y a eu peu de ménages qui ont parlé d'activités maraîchères, les ménages qui ont signalé cette stratégie se réfèrent plus souvent à une consommation accrue des fruits sauvages.

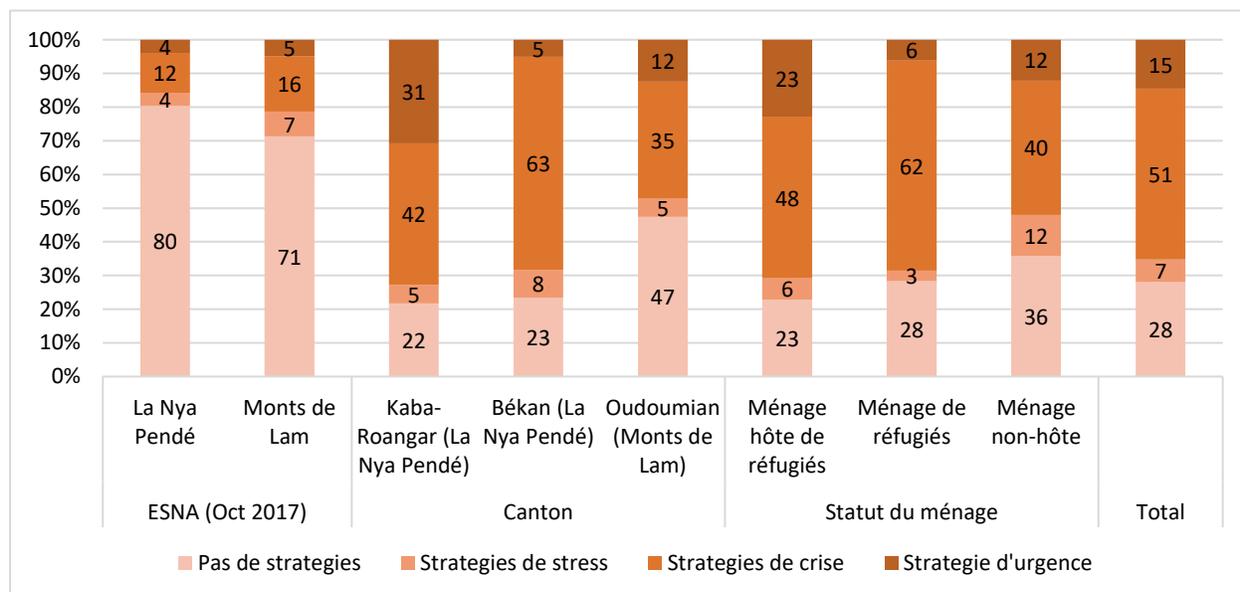
Figure 17 : Pourcentage de ménages ayant recours aux stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence au cours des 30 derniers jours



Source : EFSA 2018

Il est à noter que seulement 3% des réfugiés et des familles hôtes ont indiqué que les réfugiés retournaient en RCA pour collecter les stocks de nourriture qu'ils avaient chez eux. De nombreux groupes de discussion ont mentionné qu'il y avait eu des cas de réfugiés retournant en RCA pour chercher des stocks alimentaires et qui, pendant le voyage, ont été enlevés ou tués par des groupes armés. En conséquence, avec les difficultés de sécurité alimentaire au sud du Tchad, les personnes interrogées craignaient de retourner en RCA pour y collecter les stocks alimentaires restants.

Figure 18 : Pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence au cours des 30 derniers jours, basée sur les seuils de stress, crise, et urgence



Source : EFSA 2018

3.3.4 Vulnérabilité économique

Un autre indicateur souvent utilisé pour les analyses de la sécurité alimentaire est la part des dépenses alimentaires dans les dépenses de consommation des ménages. Cet indicateur est considéré comme une bonne mesure de l'accès à la nourriture et de la vulnérabilité économique car les ménages dont la part des dépenses totales consacrées à l'alimentation est la plus grande ont probablement un accès plus faible et sont plus vulnérables. De plus, ils ne peuvent pas s'adapter à un choc de type alimentaire en augmentant leurs dépenses. Les seuils utilisés pour évaluer la part des dépenses consacrées aux aliments sont les suivants :

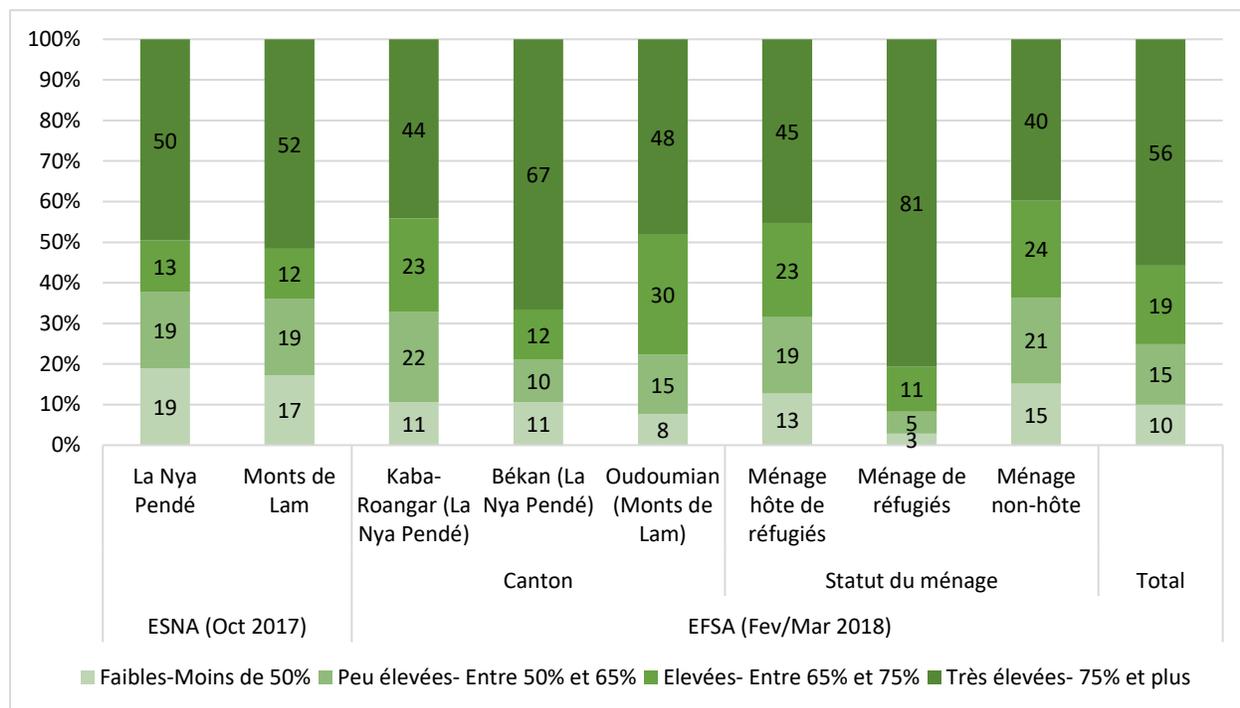
Niveau	Seuil
Faible	<50%
Légèrement élevé	50 – 65%
Élevé	65 – 75%
Très élevé	>75%

La proportion des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses globales a été jugée très élevée pour la majorité des ménages dans les zones évaluées. Plus précisément, 55,8% des ménages consacrant plus de 75% de leurs dépenses à l'alimentation, et 19,3% de plus dépensant entre 65 et 75 % sur la nourriture. Cependant, cela semble être un problème chronique dans la zone, car il n'y a pas de changement majeur dans le pourcentage de ménages consacrant une part très élevée de leurs dépenses à l'alimentation par rapport aux résultats de l'EFSA d'octobre 2017.

Lorsqu'on considère le statut du ménage, une tendance préoccupante apparaît : 81% des réfugiés isolés ont des dépenses alimentaires très élevées, soit environ le double de celles observées chez

les ménages hôtes et non-hôtes. De plus, seulement 3% des ménages des réfugiés ont une part des dépenses alimentaires relativement faibles, comparativement à 13 et 15% respectivement pour les ménages hôtes et non-hôtes. Ce résultat montre que l'alimentation est la préoccupation majeure des réfugiés en ce sens que la quasi-totalité des dépenses qu'ils effectuent est orientée vers l'achat de nourriture.

Figure 19 : Pourcentage de ménages ayant des niveaux différents de dépenses alimentaires par rapport aux dépenses totales des ménages



Source : EFSA 2018

3.3.5 Prévalence de l'insécurité alimentaire

Comme mentionné précédemment, la prévalence de l'insécurité alimentaire aux communautés évaluées a été estimée en utilisant la méthodologie de l'approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security or CARI*).

9% des ménages concernés par cette enquête souffrent d'insécurité alimentaire sévère, 57% d'insécurité alimentaire modérée et 30% de légère insécurité alimentaire. En termes de populations affectés, on estime que 33 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans les communautés affectées. De cette population, environ 20 000 personnes sont des populations locales (hôtes et non-hôtes) et 13 000 sont des réfugiés (isolés et avec des ménages hôtes). De plus, environ 50% de la population en situation d'insécurité alimentaire réside à Békan, environ 30% à Kaba-Roangar et le reste à Oudoumian.

Tableau 4 : Insécurité alimentaire aux communautés évaluées

		Indicateur	Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire ⁹	67%		22%	11%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	10%	15%	19%	56%
	Dépréciation des actifs	Catégories de stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	28%	7%	51%	15%
Insécurité alimentaire			4%	30%	57%	9%

Source : EFSA 2018

3.3.6 Profil des ménages en situation d'insécurité alimentaire

Les ménages de réfugiés isolés sont confrontés à des niveaux significativement plus élevés d'insécurité alimentaire par rapport aux ménages locaux (hôtes et non-hôtes). Dans les zones évaluées, 82% des ménages de réfugiés isolés étaient en situation d'insécurité alimentaire, avec 22% de la population de réfugiés en situation d'insécurité alimentaire sévère. En comparaison, 65% des ménages hôtes étaient en insécurité alimentaire, tandis que 46% des ménages non-hôtes.

Tableau 5 : Insécurité alimentaire parmi les ménages hôtes

		Indicateur	Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	80%		18%	2%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	13%	19%	23%	45%
	Dépréciation des actifs	Catégories de stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	23%	6%	48%	23%
Insécurité alimentaire			6%	29%	63%	2%

Source : EFSA 2018

⁹ Les données sont présentées ici en fonction des protocoles standards de la console CARI. Cependant, pour le score de consommation alimentaire, les ménages qui avaient un score de consommation alimentaire acceptable mais seulement en raison d'une dépendance sur les stratégies d'adaptation négative basée sur la consommation (les composants de rCSI) ont été classés comme en « légère insécurité alimentaire ».

Tableau 6 : Insécurité alimentaire parmi les ménages de réfugiés isolés

		Indicateur	Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	40%		34%	26%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	3%	5%	11%	81%
	Dépréciation des actifs	Catégories de stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	28%	3%	62%	6%
Insécurité alimentaire			1%	17%	60%	22%

Source : EFSA 2018

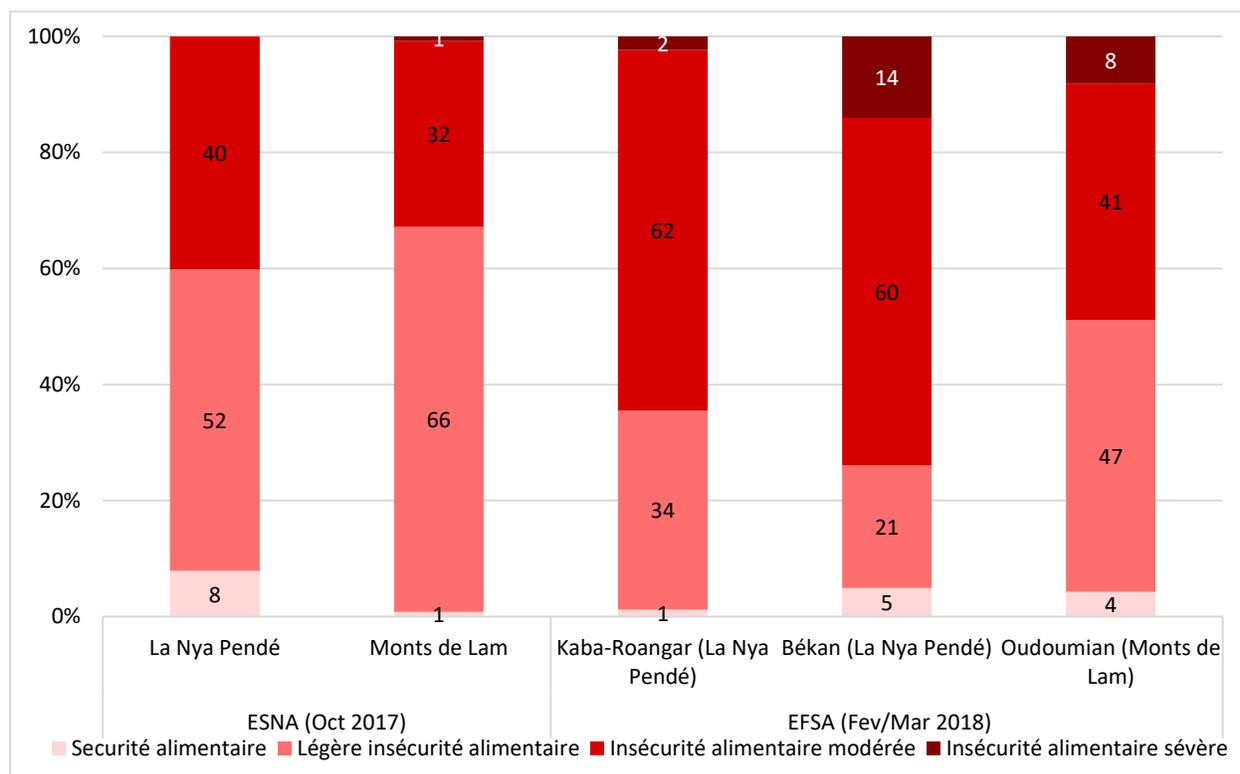
Tableau 7 : Insécurité alimentaire parmi les ménages non-hôtes

		Indicateur	Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	82%		12%	7%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	15%	21%	24%	40%
	Dépréciation des actifs	Catégories de stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	36%	12%	40%	12%
Insécurité alimentaire			4%	50%	42%	4%

Source : EFSA 2018

Békan présente les niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés (74%) avec 14% de sa population en situation d'insécurité alimentaire sévère. Dans le canton de Kaba-Roangar également dans le département de la Nya Pendé, 65% de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire. Dans les deux zones, l'insécurité alimentaire a fortement augmenté par rapport aux niveaux observés en octobre 2017, lorsque l'EFSA a constaté que 40% de la population souffrait d'insécurité alimentaire modérée dans La Nya Pendé (0% d'insécurité alimentaire sévère). Quarante-neuf pour cent de la population de Ouadoumian, canton du département des Monts de Lam, est en insécurité alimentaire (8% d'insécurité alimentaire sévère), ce qui représente une augmentation par rapport à 33% de la population en situation d'insécurité alimentaire en octobre 2017.

Figure 20 : Insécurité alimentaire par canton et par rapport aux résultats de l'ENSA 2017



Source : EFSA 2018

L'insécurité alimentaire parmi les ménages de réfugiés à Békan est une source de préoccupation car 96% des ménages de réfugiés ont été trouvés en insécurité alimentaire, avec 29% des ménages de réfugiés gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Les ménages hôtes à Kaba-Roangar sont également confrontés à des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire, avec 83% en insécurité alimentaire.

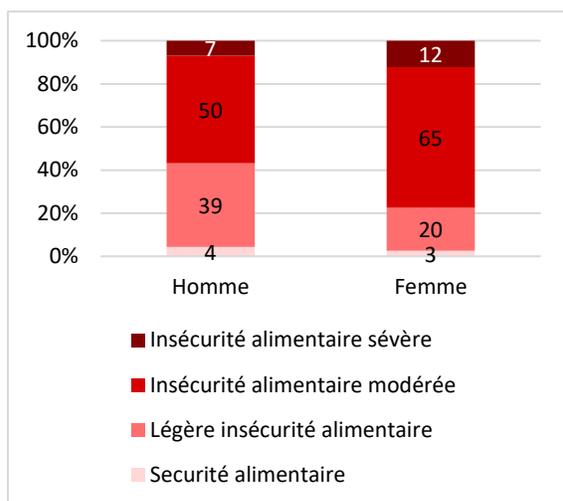
Tableau 8 : Insécurité alimentaire selon les types de ménages et suivant les cantons

		Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Kaba-Roangar	Ménage hôte de réfugiés	0.0	17.0	81.0	2.0
	Ménage de réfugiés	2.9	41.7	50.5	4.9
	Ménage non-hôte	2.0	49.0	47.1	2.0
Békan	Ménage hôte de réfugiés	9.5	31.6	57.6	1.3
	Ménage de réfugiés	0.0	4.4	66.7	28.9
	Ménage non-hôte	7.5	50.0	40.0	2.5
Oudoumian	Ménage hôte de réfugiés	4.9	47.1	43.1	4.9
	Ménage de réfugiés	3.0	42.6	43.6	10.9
	Ménage non-hôte	5.2	51.5	35.1	8.2

Source : EFSA 2018

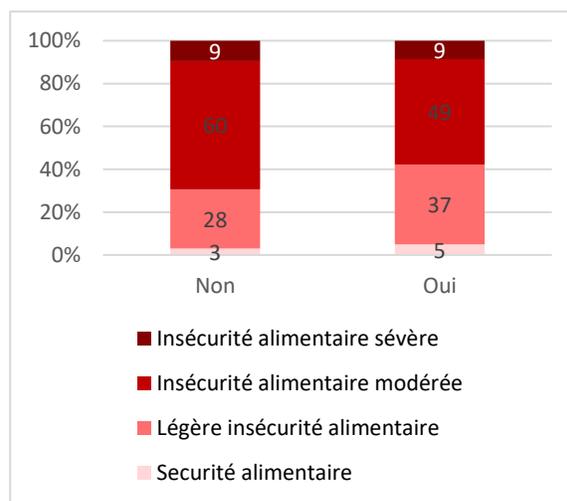
Une analyse des caractéristiques des ménages a révélé que les ménages ayant certaines caractéristiques sont plus affectés par l'insécurité alimentaire. Par exemple, les ménages dirigés par une femme étaient plus susceptibles de faire face à l'insécurité alimentaire que les ménages dirigés par un homme, peu importe que le ménage soit local ou réfugié. De plus, les ménages avec un chef de ménage qui ne savait ni lire ni écrire et les ménages avec un chef de ménage âgées (60 ans et plus) ont tendance à être plus en insécurité alimentaire. Les ménages monoparentaux (veufs (ves), séparés (es) / divorcés (es), célibataire (s)) sont également plus en insécurité alimentaire que lorsqu'il y a deux conjoints dans les ménages.

Figure 21 : Insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage



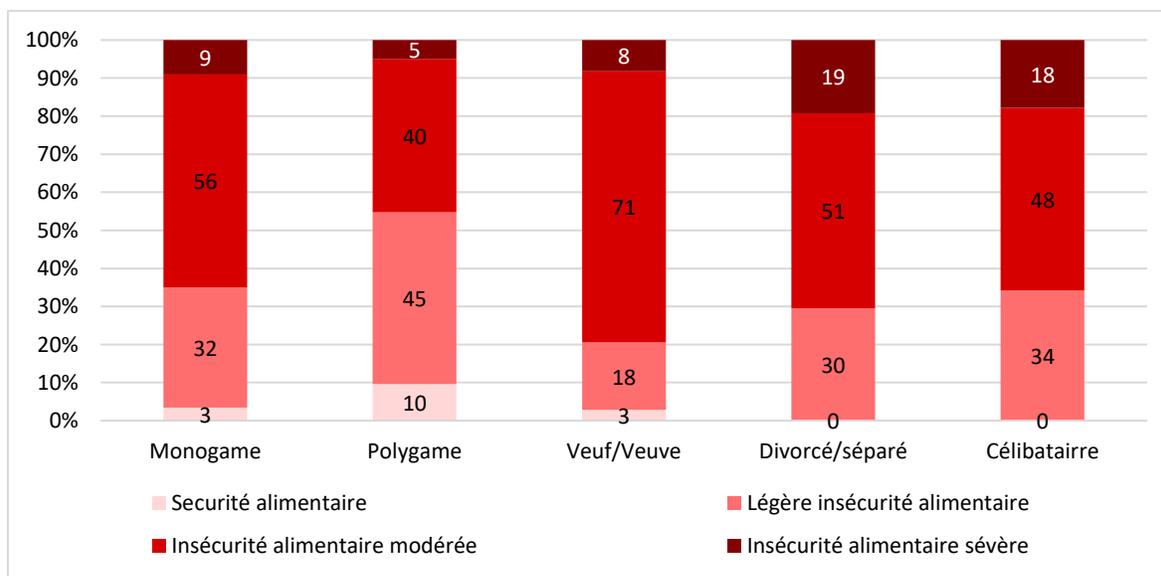
Source : EFSA 2018

Figure 22 : Insécurité alimentaire selon le chef de ménage peut lire et écrire



Source : EFSA 2018

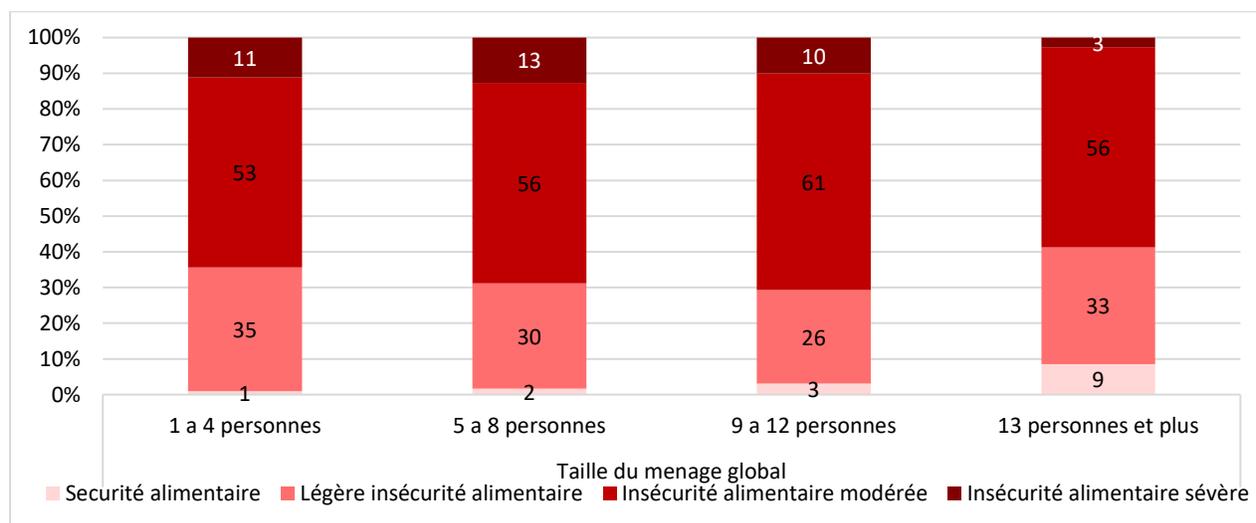
Figure 23 : Insécurité alimentaire selon l'état matrimonial du chef de ménage



Source : EFSA 2018

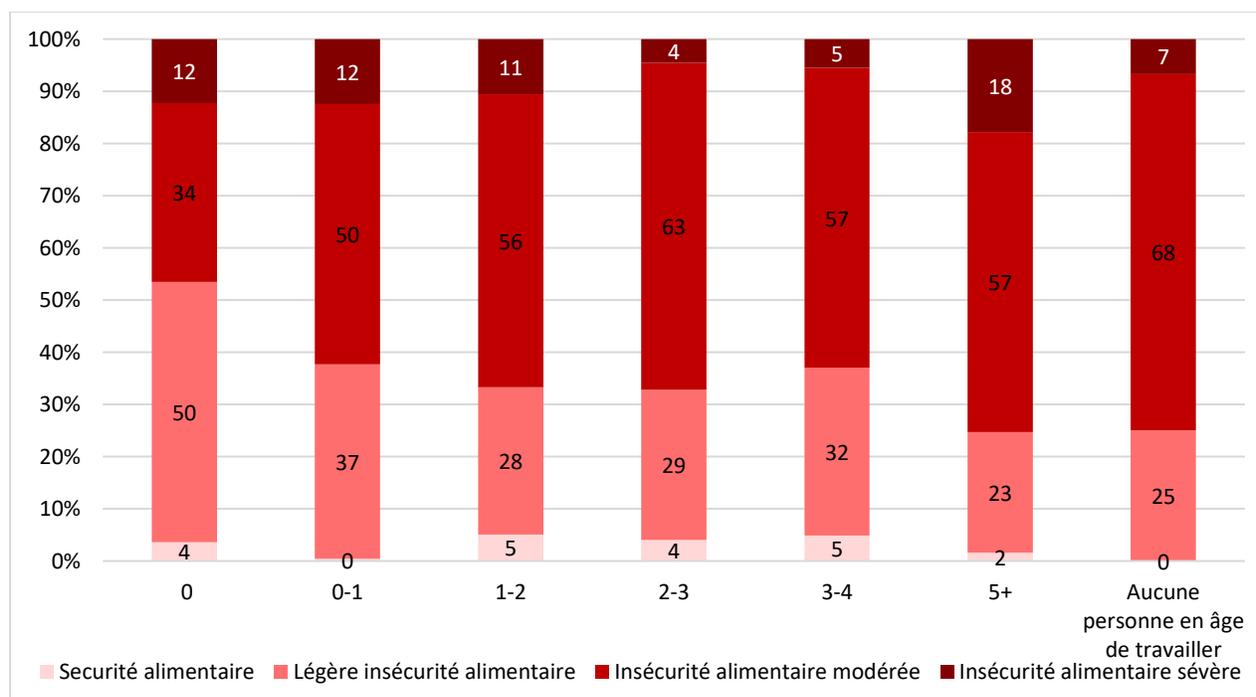
En outre, les ménages qui ont au moins 13 membres (réfugiés ou locaux) ont tendance à être plus en sécurité alimentaire, peut-être en raison de l'augmentation du nombre de personnes qui peuvent travailler et contribuer aux ressources du ménage. Dans le même temps, les ménages avec un ratio de dépendance bas, ou une proportion d'adultes âgés (60 ans ou plus) ou d'enfants par rapport aux adultes en âge de travailler étaient aussi plus en sécurité alimentaire que les autres ménages.

Figure 24 : Insécurité alimentaire selon la taille du ménage (réfugiés et membres locaux)



Source : EFSA 2018

Figure 25 : Insécurité alimentaire selon le taux de dépendance du ménage

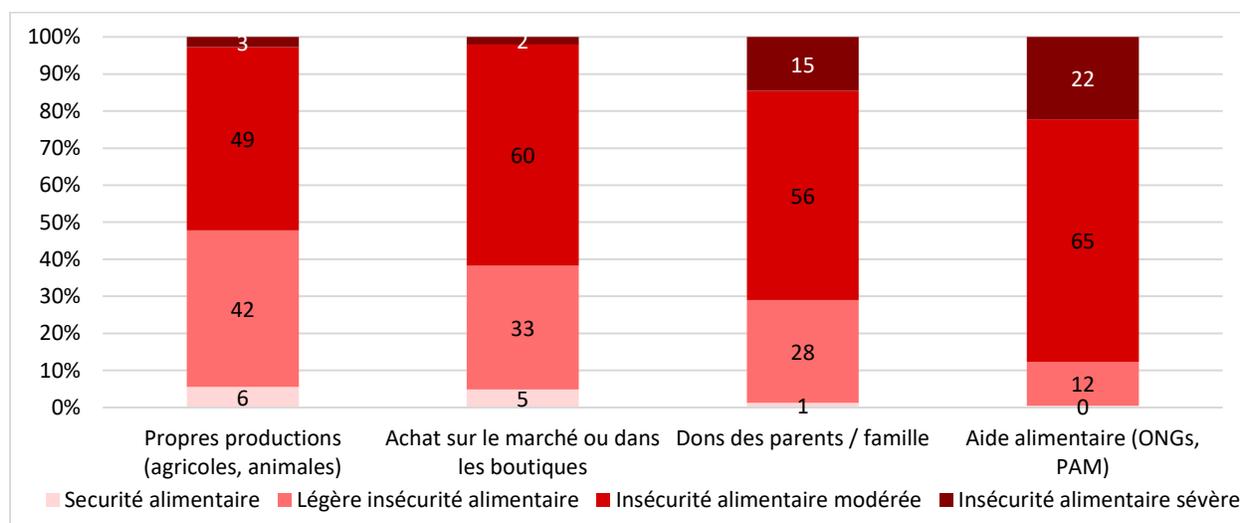


Source : EFSA 2018

Il a été trouvé sur le terrain, plusieurs ménages réfugiés non encore enregistrés par le HCR et qui ne recevaient pas d'assistance alimentaire. Parmi les ménages de réfugiés isolés, la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère était plus faible parmi ceux qui possédaient un token du HCR par rapport à ceux qui n'étaient pas enregistrés. Bien que la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère soit moindre, les ménages locaux hôtes qui partagent leurs ressources avec des réfugiés non-enregistrés connaissent également une prévalence légèrement plus élevée d'insécurité alimentaire sévère par rapport aux autres ménages d'accueil.

En ce qui concerne le logement, les ménages non-hôtes et hôtes vivant dans des conditions précaires (murs en paille / tige) sont plus affectés par l'insécurité alimentaire. Pendant ce temps, les ménages de réfugiés vivant dans des habitations avec des murs en paille/tige ou bâche/plastique ou un toit en bâche/plastique avaient tendance à être plus en insécurité alimentaire, surtout une insécurité alimentaire sévère.

Figure 26 : Insécurité alimentaire selon la source de céréales et tubercules



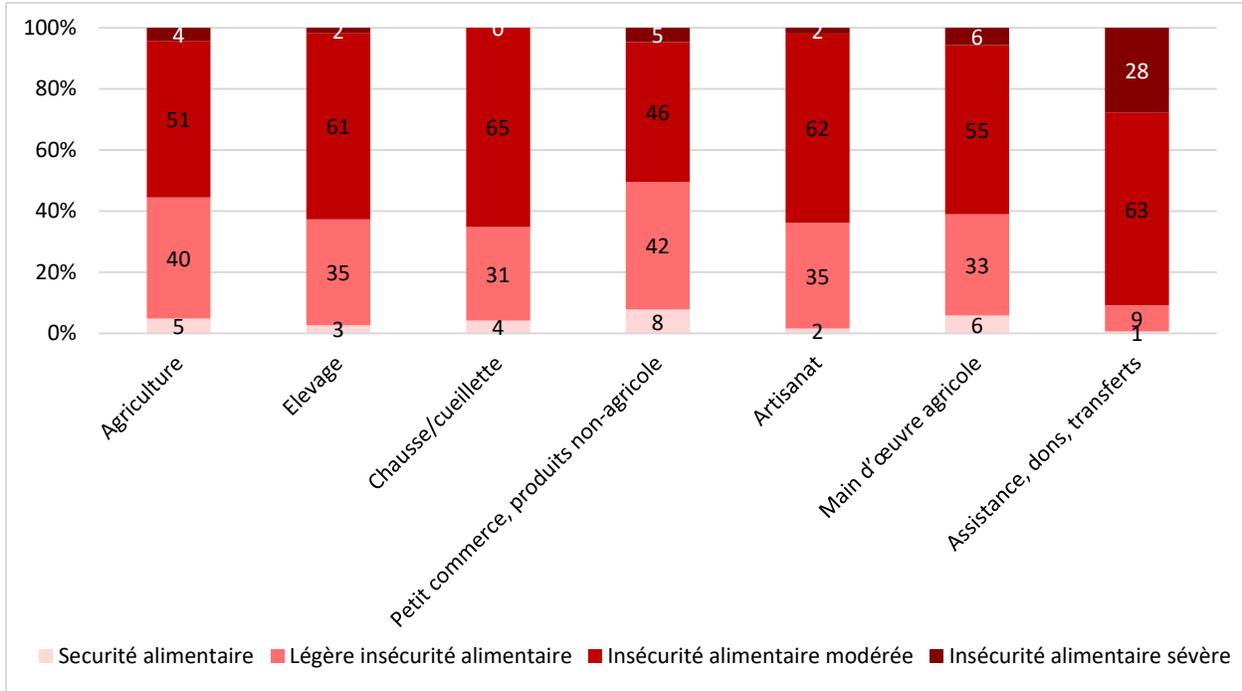
Source : EFSA 2018

Les ménages qui dépendent de l'assistance comme principale source de revenu sont plus exposés à l'insécurité alimentaire que les autres populations. Pendant ce temps, les ménages qui dépendent du petit commerce de produits non-agricoles avaient tendance à être plus en sécurité alimentaire. De même, en ce qui concerne les sources alimentaires, les ménages tributaires des dons des parents ou de la famille ou de l'assistance humanitaire sont plus exposés à l'insécurité alimentaire tandis que les ménages dépendant de leur propre production ou achats sur le marché sont moins affectés par l'insécurité alimentaire. Chez les locaux et les réfugiés, les taux d'insécurité alimentaire sont plus faibles au sein des ménages possédant les animaux.

Les ménages qui déclarent avoir été affectés par un choc au cours des trois derniers mois sont ceux qui enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Parmi les chocs déclarés par les réfugiés, les plus récurrents sont le conflit qui les a fait fuir et les maladies chroniques. Chez les populations locales, ce sont les maladies des cultures ainsi que l'afflux de réfugiés. Les ménages déclarant que leur choc principal au cours des trois derniers mois était des maladies chroniques

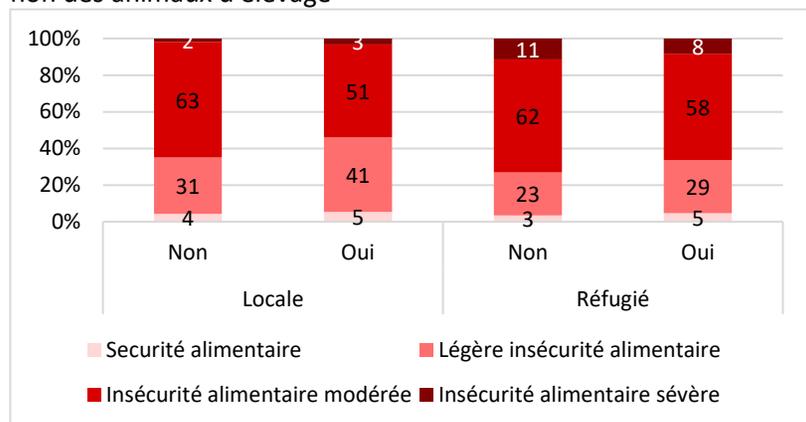
d'un membre du ménage ont été plus confrontés à des niveaux sévères d'insécurité alimentaire par rapport aux ménages.

Figure 31 : Insécurité alimentaire selon la source de revenu du ménage



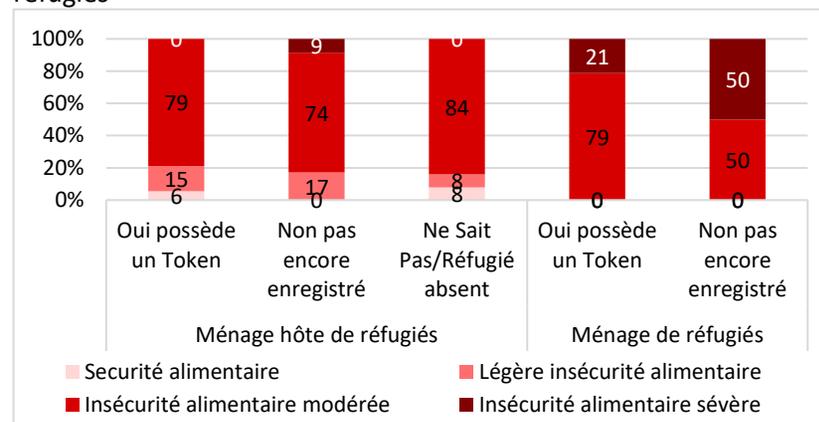
Source : EFSA 2018

Figure 27 : Insécurité alimentaire selon que le ménage possède ou non des animaux d'élevage



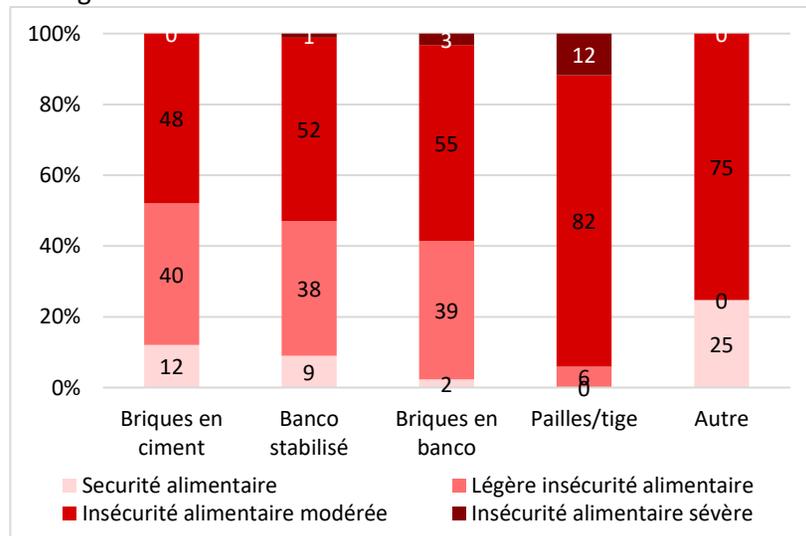
Source : EFSA 2018

Figure 28 : Insécurité alimentaire selon le statut d'enregistrement des réfugiés



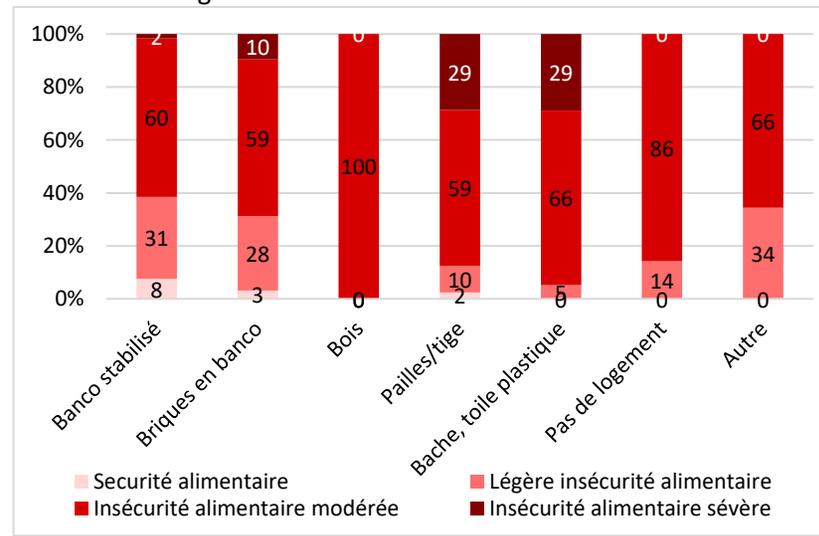
Source : EFSA 2018

Figure 29 : Insécurité alimentaire selon type de murs de l'abri des ménages locaux



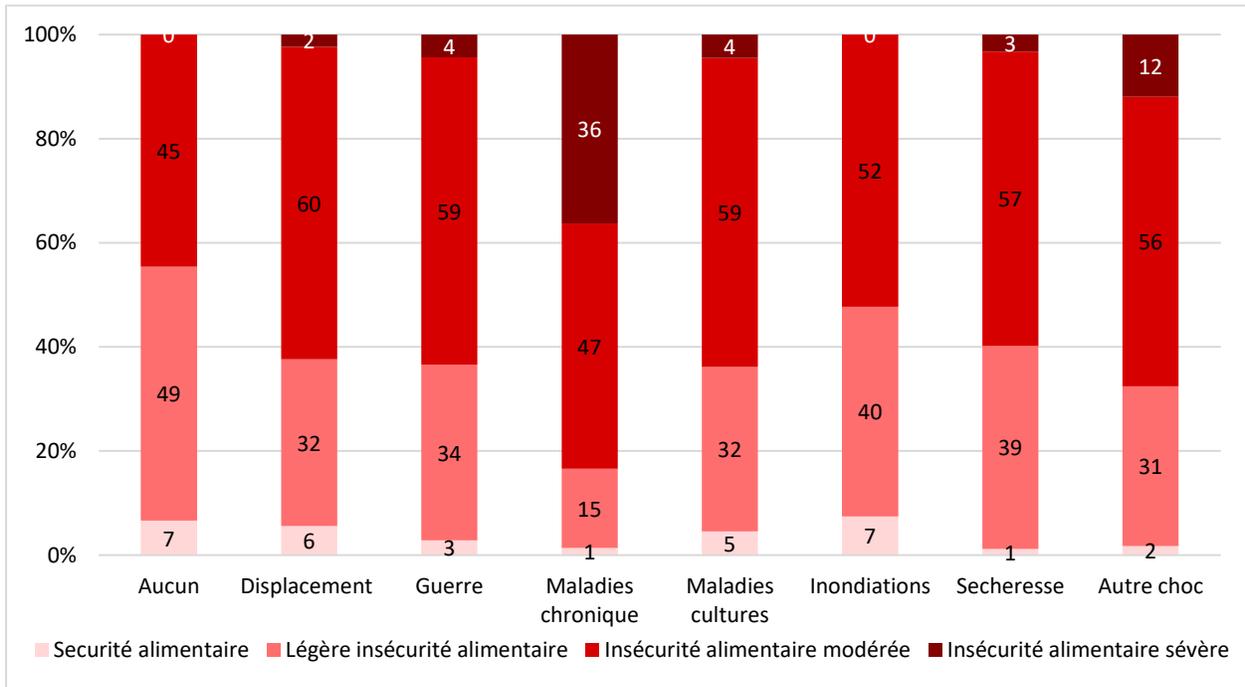
Source : EFSA 2018

Figure 30 : Insécurité alimentaire selon le type de murs de l'abri des familles de réfugiés



Source : EFSA 2018

Figure 32 : Insécurité alimentaire selon les chocs signalés au cours des 3 derniers mois



Source : EFSA 2018

3.3.6 Mortalité et situation nutritionnelle des enfants

Bien que les malnutritions chronique et aiguë aient toujours été plus faibles dans le Logone Oriental que dans les autres régions du Tchad, elles demeurent une source de préoccupation dans la région. De plus, l'arrivée de nouveaux réfugiés en provenance de la République Centrafricaine surcharge les ressources en nourriture, eau, santé et assainissement, ce qui pourrait aggraver la malnutrition dans la région en l'absence d'interventions supplémentaires liées à la nutrition.

3.3.6.1 Contexte

La prévalence de la malnutrition chronique / retard de croissance dans le Logone Oriental mesurée par les enquêtes récentes SMART et EDS/MICS était de 29,6%, 25,8% et 35,7% en 2014/15, 2016 et 2017, respectivement. En outre, la prévalence historique de la malnutrition aiguë globale (MAG) au Logone Oriental, fondée sur l'indicateur poids/taille en z-score des enfants âgés de 6 à 59 mois, est élevée et se situe entre 5,3 et 7,1% au cours des dernières années selon les enquêtes nutritionnelles SMART menées en 2014, 2016 et 2017. La malnutrition aiguë sévère se situait également entre 0,4 et 1,1% au cours de ces mêmes années.

Étant donné les niveaux relativement faibles d'insécurité alimentaire aiguë de la région au cours d'une année typique, les facteurs non alimentaires contribuent probablement plus aux taux de malnutrition historiques observés. Cette hypothèse est en conformité avec les résultats des enquêtes de EDS/MICS 2014/2015 qui indiquaient qu'au niveau national, 52,7% de la population rurale du Tchad comptait sur une source d'eau potable non améliorée et 96,6% n'avaient pas accès à des toilettes améliorées. Si l'on considère la région du Logone Oriental, seulement 11% des ménages pourraient indiquer l'endroit où ils se sont lavés les mains. De plus, 90,7% des femmes n'avaient pas d'éducation secondaire (utilisée comme indicateur des connaissances des pratiques

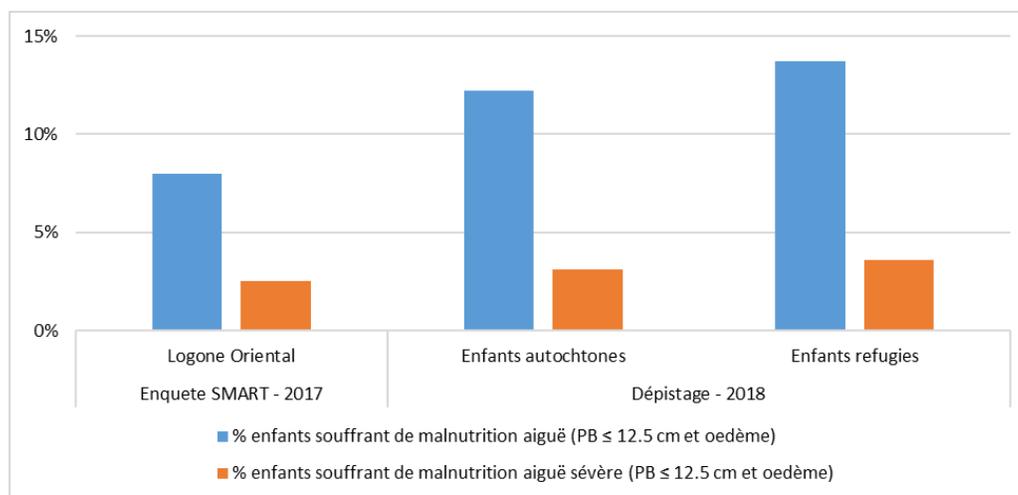
de soins appropriés) et seulement 1,6% des enfants âgés de 6 à 23 mois étaient nourris selon les recommandations de l'OMS sur les pratiques d'allaitement optimales (l'allaitement maternel exclusif, le nombre de groupes d'aliments et le nombre de fois que les enfants ont été nourris pendant la journée ou la nuit précédant l'enquête).

Le taux brut de mortalité et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans le Logone Oriental ont été parmi les plus élevés observés au Tchad en 2016 et 2017¹⁰, dépassant les seuils d'urgence pour les deux indicateurs (seuil CDR : 1/10 000 / jour, U5CDR : 2/10 000/jour) en 2016. Cependant, ces taux de mortalité élevés ne sont pas directement liés à l'insécurité alimentaire car le sud du Tchad a une incidence élevée de certaines maladies infantiles (paludisme, diarrhée et infections respiratoires aiguës) associées à une mauvaise couverture de ces zones en centres de santé et à des fréquentes interruptions de l'approvisionnement de fournitures médicales / médicaments pour traiter ces maladies.

3.3.6.2 Situation actuelle

Depuis l'arrivée des nouveaux réfugiés centrafricains en décembre 2017, il n'y a pas eu d'étude nutritionnelle représentative dans les populations affectées. Cependant, un dépistage nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois dans les communautés réfugiés et hôtes a été réalisé par la délégation régionale de la santé avec l'appui des partenaires (ADES, PAM, HCR et UNICEF) à peu près en même temps que cette EFSA. Basé sur la mesure du périmètre brachial (PB), ce dépistage a révélé que parmi les 4 478 enfants évalués de la population locale, 545 (12,2%) souffraient de malnutrition aiguë. De cette population, 141 (3,1%) étaient gravement sous-alimentés avec un PB de moins de 11 cm. De même, le dépistage a révélé que sur 4 590 enfants réfugiés évalués, 627 souffraient de malnutrition aiguë (13,7%) et 164 étaient sévèrement malnutris (3,6%). Une comparaison de ces données de dépistage nutritionnel avec la prévalence MAG déterminée par le PB pendant l'enquête SMART 2017 est illustrée à la Figure 33 ci-dessous.

Figure 33 : Tendance de prévalences globales et sévères de la malnutrition aiguë selon le Périmètre Brachial (PB) dans le Logone Oriental



Source : SMART 2017 ; EFSA 2018

¹⁰ 2016 - taux brut de mortalité : 1,25, taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 2,23 ; 2017 - taux brut de mortalité : 0,79, taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 1,88

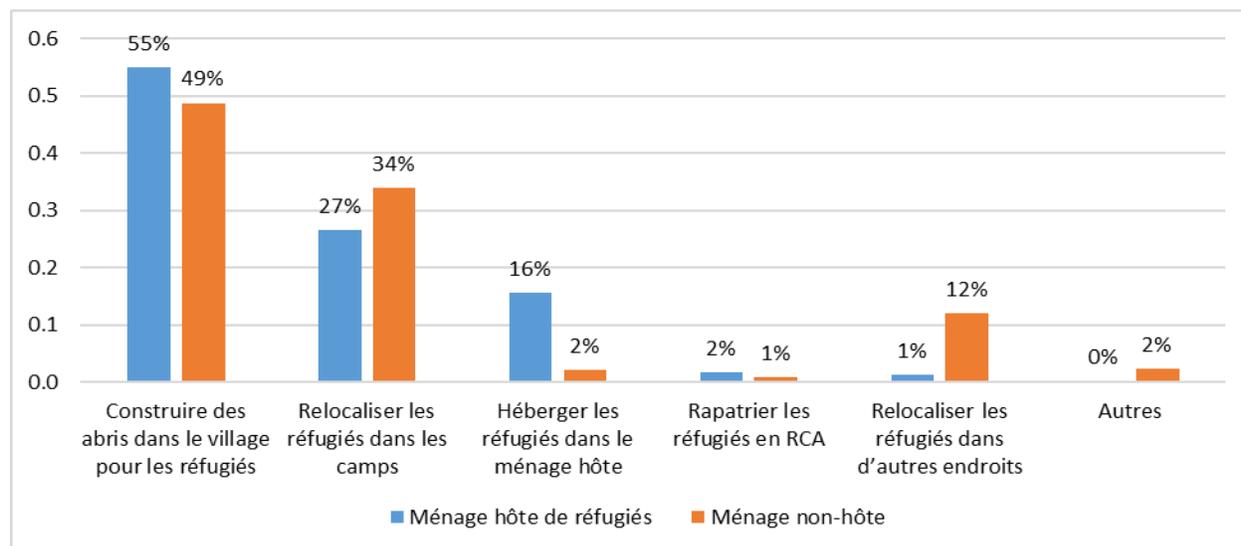
Les résultats de ce dépistage suggèrent des taux élevés de MAG qui ont également fortement augmenté par rapport aux niveaux de 2017. En plus de la précarité de la sécurité alimentaire de ces populations, il y a des rapports que les ressources d'eau et d'assainissement sont sous pression dans les zones hôtes des réfugiés et des pratiques sanitaires et de soins historiquement pauvres suggèrent qu'il existe probablement de multiples causes de la malnutrition. Un programme complet de soutien nutritionnel visant à prévenir et traiter la malnutrition aiguë en s'attaquant aux différentes causes de la malnutrition (alimentation, WASH, soins infantiles et infantiles) est donc recommandé pour réduire les niveaux de MAG parmi les populations réfugiées et locales à des niveaux acceptables.

3.4 Priorités d'assistance et autres préoccupations exprimées

Les entrevues menées à travers des discussions de groupe au niveau communautaire ont révélé que les priorités de soutien relevaient généralement de deux catégories principales : l'assistance alimentaire et le soutien à l'agriculture. En ce qui concerne l'assistance alimentaire, les répondants ont souligné que les besoins alimentaires existaient à la fois chez les populations réfugiées, hôtes et non-hôtes. De plus, en ce qui concerne le soutien à l'agriculture, il était souvent suggéré de fournir des outils agricoles, des variétés de semences à maturation précoce, un soutien technique pour la production agricole, des animaux et des charrues pour la traction animale et des outils et soutien technique liées à la pêche.

En ce qui concerne les réfugiés, 62,5% de ceux qui vivent avec des ménages hôtes et 59% vivant seuls déclarent qu'ils aimeraient retourner en RCA si la situation sécuritaire s'y stabilisait. De plus, parmi la population locale, la suggestion la plus souvent citée pour l'hébergement des réfugiés était de construire des abris dans le village pour les réfugiés. Cette suggestion est suivie en termes de taux de citation par ceux qui pensent que les réfugiés devraient être relocalisés dans les camps (signalés par les ménages hôtes et non-hôtes), relocaliser ailleurs (ménages non-hôtes), ou hébergés avec des ménages hôtes (signalés par les ménages hôtes).

Figure 34 : Suggestions des ménages locaux concernant l'hébergement des réfugiés centrafricains une fois la phase d'urgence terminée



Source : EFSA 2018

alimentaire relativement élevée même pendant les années typiques comme en témoignent les résultats de l'ENSA de 2017 qui indiquaient que, pendant la période des récoltes, presque tous les ménages étaient en insécurité alimentaire modérée ou légère insécurité alimentaire. Cependant, cette évaluation montre que l'afflux récent de nouveaux réfugiés a exacerbé ces niveaux de fond d'insécurité alimentaire, entraînant une augmentation de l'insécurité alimentaire globale et des taux de malnutrition aiguë globale.

4. Prévisions et scénarios

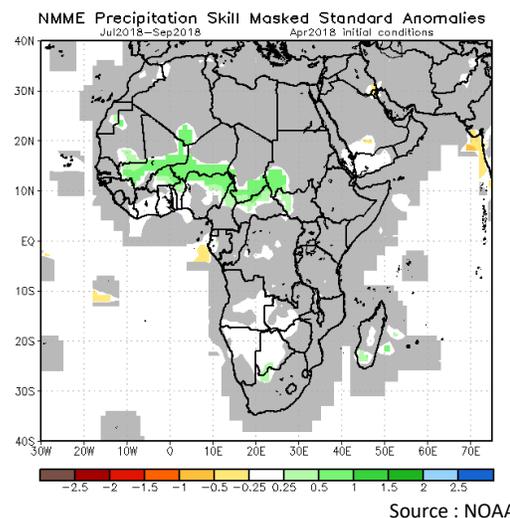
L'avenir est difficile à prévoir et, par conséquent, il existe une incertitude considérable quant à la projection des résultats de la sécurité alimentaire au futur. Cependant, en élaborant un scénario le plus probable d'événements dont la probabilité de survenue est relativement élevée, il est possible d'estimer les impacts potentiels des événements probables sur la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments, ce qui ensuite permettra d'estimer l'évolution probable des résultats de la sécurité alimentaire au cours d'une période du scénario. Dans cette section, un scénario le plus probable est présenté avec les résultats potentiels de la sécurité alimentaire. En outre, les chocs potentiels qui pourraient entraîner le pire scénario seront également décrits aux fins de la planification d'urgence.

4.1 Scénario le plus probable

Pour les zones accueillant les réfugiés du sud du Tchad, les principales suppositions relatives au scénario le plus probable jusqu'à la fin de 2018 sont :

Sujet	Suppositions
Conflit et déplacement	<ul style="list-style-type: none"> • Les chiffres de populations réfugiées au sud du Tchad resteront relativement stables en raison de l'instabilité persistante à la RCA qui va dissuader les mouvements de retour. Une analyse des données récentes sur les conflits en RCA ne montre pas de tendances saisonnières claires liées aux conflits dans le pays et, par conséquent, aucune augmentation ou diminution importante des niveaux de conflit n'est attendue. • La frontière avec la RCA restera formellement fermée pendant toute la période du scénario en raison de l'insécurité persistante.
Pluviométrie	<ul style="list-style-type: none"> • Les cumuls pluviométriques seront supérieurs à la moyenne pendant la saison des pluies d'avril à octobre. Les modèles de prévisions saisonnières (NOAA-NMME, IRI-Columbia) montrent une probabilité élevée de précipitations supérieures à la moyenne à moyenne, en particulier pendant le pic des pluies entre juillet à septembre. • L'accès à certaines communautés hôtes de réfugiés sera limité pendant

Figure 36 : Les anomalies des précipitations prévues pour le période de juillet à septembre 2018



	<p>la saison des pluies en raison de mauvaises conditions routières. Cependant, cela ne perturbera pas de manière atypique le fonctionnement du marché ou les programmes d'assistance humanitaire dans ces zones.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La présence d'inondations sera supérieure à la moyenne qui entraînera des pertes localisées de cultures.
La production agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les ménages locaux, les activités agricoles se dérouleront normalement pendant la saison des pluies, ce qui signifie que les semis auront lieu en mai et en juin et les récoltes auront lieu en octobre et novembre. • Les ménages de réfugiés isolés seront limités dans leur capacité à participer aux activités agricoles en raison des difficultés d'accès à la terre, d'un manque d'intrants et d'équipement. • Les pertes de culture associées aux ravageurs et pestes seront moyennes. Selon un indice d'adéquation environnementale développé par le CABI, le climat au sud du Tchad est relativement peu adapté aux chenilles légionnaires. • Au niveau de la région, les niveaux de production céréalière seront similaires à la moyenne quinquennale, bien que des inondations causeront des pertes de récolte localisées. • Les opportunités de main d'œuvre agricole augmenteront par rapport aux niveaux de mars pendant la saison agricole, offrant des opportunités génératrices de revenus pour les réfugiés et les ménages pauvres.
Prix des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Le prix du sorgho au marché de Goré augmentera par rapport au niveau de février 2018 jusqu'à la fin de la période de soudure en septembre en raison d'une offre saisonnière réduite et d'une demande accrue. En août 2018, les prix seront similaires ou légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale. • Le prix de l'arachide, principale culture de rente, restera similaire à la moyenne quinquennale, avec une baisse saisonnière débutant en août avec le début des premières récoltes. En raison des capacités de stockage limitées, les ménages vendront la plupart de leurs récoltes dans les mois qui suivent immédiatement la récolte, plutôt que de les stocker pour plus tard dans l'année. Les revenus de ces ventes seront moyens.
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> • Les prix du bétail augmenteront à partir de mai en raison de 1) l'augmentation de la demande de bétail en mai / juin, août et décembre pour les fêtes du Ramadan, Tabaski, et fin d'année respectivement et 2) l'amélioration des conditions pastorales avec le début de la saison des

	<p>pluies. Toutefois, les prix resteront inférieurs aux niveaux de l'année précédente en raison du faible pouvoir d'achat des ménages provoqué par la crise financière au Tchad</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les termes de l'échange de bétail aux céréales n'augmenteront que légèrement pendant la période des fêtes et jusqu'au début de la période de récolte (en octobre) en raison de la hausse saisonnière des prix des céréales. • Les revenus liés à l'élevage resteront inférieurs aux niveaux de l'année dernière tout au long de la période du scénario.
Revenus non agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Les revenus non agricoles, tels que le petit commerce de produits non agricoles, seront légèrement inférieurs à la moyenne pendant la période du scénario en raison de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs causée par la crise financière au Tchad.
Stocks alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les stocks alimentaires de base des populations hôtes diminueront plus tôt que la normale, approximativement en mai, en raison des effets du partage des stocks avec des populations réfugiés. Les stocks seront reconstitués à des niveaux normaux avec le début de nouvelles récoltes en octobre / novembre. • Les ménages non-hôtes auront, en moyenne, des stocks alimentaires qui dureront jusqu'en juin. Les stocks seront reconstitués à des niveaux normaux avec le début de nouvelles récoltes en octobre / novembre. • La plupart des réfugiés n'aura pas de stocks et dépendront des marchés ou de l'assistance humanitaire.
Assistance alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • L'assistance alimentaire ciblant les réfugiés et leurs hôtes se poursuivra tout au long du scénario.
Accès à l'assainissement, l'eau et centres de santé	<ul style="list-style-type: none"> • Un accès limité à l'assainissement, l'eau et les centres de santé est attendu à mesure que l'augmentation de la population surcharge les ressources locales.
Aliments sauvages	<ul style="list-style-type: none"> • Les aliments sauvages seront de plus en plus disponibles après le début de la saison des pluies en avril.

Sur la base des scénarii décrites ci-dessus, les résultats suivants en matière de sécurité alimentaire sont attendus :

- **Pour les ménages non-hôtes et hôtes**, l'insécurité alimentaire devrait augmenter d'une façon saisonnière entre février et la fin de la période de soudure en septembre. Bien qu'un pourcentage de la population profite de l'augmentation des opportunités de main d'œuvre pendant la saison agricole, les revenus du petit commerce et des ventes de bétail resteront

inférieurs aux niveaux de l'année dernière, réduisant le pouvoir d'achat des ménages. En outre, pour les ménages hôtes, une diminution plus précoce que d'habitude des stocks alimentaires à cause des réfugiés entraînera une dépendance prolongée des achats de marché, qui avec des revenus moyens à légèrement inférieurs, créera des difficultés plus accentuées que d'habitude aux ménages pour répondre à leurs besoins alimentaires. Bien que la disponibilité des aliments sauvages pendant la saison des pluies s'améliore, ces aliments ne devraient pas compenser ces difficultés. Par conséquent, la consommation alimentaire (diversité alimentaires et quantités) se détériorera probablement, entraînant des résultats plus sévères en matière de sécurité alimentaire et un pourcentage plus élevé de la population confrontée à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les récoltes précoces des cultures en septembre et en octobre entraîneront une baisse de l'insécurité alimentaire au cours des derniers mois de l'année.

- **Les ménages de réfugiés isolés** resteront fortement dépendants de l'assistance humanitaire au cours des prochains mois pour répondre à leurs besoins alimentaires en raison du manque des actifs qui leur permettront de participer à des activités génératrices de revenus telles que l'agriculture. Bien que certains chercheront des opportunités de main d'œuvre agricole pendant la saison agricole, cela ne profitera qu'à un pourcentage relativement faible de ces ménages. Malgré que beaucoup continueront à dépendre fortement des aliments sauvages pour compléter l'assistance alimentaire, ils continueront probablement à faire face à des niveaux modérés à sévères d'insécurité alimentaire en l'absence d'assistance alimentaire supplémentaire et de soutien aux moyens d'existence.

De plus, une augmentation des maladies infantiles est attendue pendant la saison des pluies en raison de l'accès limité de la population à l'assainissement, l'eau et les centres de santé. Ces défis, conjugués à la poursuite de la consommation alimentaire pauvre, feront que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) et de la malnutrition aiguë sévère (MAS) restera légèrement au-dessus des niveaux saisonniers normaux (MAG typique : 5 à 7% ; SAM typique : 0 - 1%).

4.2 Les pires de scénarios

Aux fins de la planification d'urgence, il peut souvent être utile d'envisager les pires de scénarios et leurs impacts potentiels sur les résultats de la sécurité alimentaire. Avec cela à l'esprit, les chocs possibles sont décrits ci-dessous, ainsi que leurs impacts possibles sur les résultats de la sécurité alimentaire et les groupes affectés :

Choc	Groupes de population touchés et impacts
Les niveaux accrus de conflit au nord de la République centrafricaine entraînent des nouveaux déplacements importants des population au sud du Tchad	<p><u>Populations affectées</u> : Les réfugiés et les ménages locaux</p> <p><u>Impacts</u> : L'augmentation de populations accentue davantage la pression sur les ressources locales et augmente les besoins d'assistance humanitaire pour tous les secteurs (sécurité alimentaire, NFI, WASH, nutrition, etc.). Alors que les besoins prioritaires seront aux nouveaux réfugiés qui manquent d'actifs ou de moyens d'existence, l'insécurité alimentaire et les besoins d'assistance seront également observés parmi les populations locales, en particulier les ménages hôtes.</p>
Les inondations intenses, une mauvaise répartition temporelle ou spatiale des pluies ou des ravageurs des cultures entraînent une production agricoles inférieure à la moyenne.	<p><u>Populations affectées</u> : La plupart des ménages locaux et certains ménages de réfugiés</p> <p><u>Impacts</u> : Les pertes de récoltes entraîneront l'épuisement précoce des stocks alimentaires au cours de la prochaine année de consommation. Bien que les résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnels s'amélioreront pendant la période de récolte, des stocks inférieurs à la moyenne entraîneront des niveaux élevés d'insécurité alimentaire au-delà de la fin de cette période de scénario (année 2018) et au cours de l'année 2019. Même si la plupart des réfugiés isolés seront incapables de cultiver cette année en raison d'un manque de terres, d'intrants et d'outils agricoles, les opportunités de main d'œuvre agricole pourraient diminuer, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les niveaux de revenus de cette population pendant le période de scénario.</p>
Arrêt des programmes d'assistance alimentaire en septembre faute de financement	<p><u>Populations affectées</u> : Les ménages de réfugiés et certains ménages locaux</p> <p><u>Impacts</u> : Compte tenu du manque d'activités de subsistance, de la forte dépendance vis-à-vis de l'assistance alimentaire pour répondre aux besoins et des niveaux élevés d'insécurité alimentaire parmi les populations, toute perturbation de l'assistance alimentaire entraînerait une détérioration immédiate et significative de la sécurité alimentaire.</p>
Épidémie grave, comme le choléra	<p><u>Populations affectées</u> : Les réfugiés et les ménages locaux</p> <p><u>Impacts</u> : Compte tenu des résultats de sécurité alimentaire pauvres et de l'accès limité aux installations WASH et sanitaires, une épidémie généralisée est possible. Dans ce scénario, les taux de malnutrition aiguë globale et de mortalité augmenteraient.</p>

5. Recommandations

La situation alimentaire des nouveaux réfugiés centrafricains et de leurs communautés hôtes (ou ayant accueilli des réfugiés) tchadiens est des plus alarmantes selon les résultats de l'EFSA et nécessite une réponse rapide et appropriée. Plus précisément, 9% de la population est confrontée à une insécurité alimentaire sévère et 57% sont en insécurité alimentaire modérée, ce qui équivaut à 33 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés évaluées. Les réfugiés et les populations de Békán sont confrontés à des niveaux particulièrement élevés d'insécurité alimentaire grave (respectivement 22% et 14%).

Les actions humanitaires doivent prendre en considération les défis auxquels sont confrontés les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Pour les réfugiés, les besoins sont vastes et multisectoriels. Concernant l'insécurité alimentaire, ils n'ont pas les moyens de participer aux activités agricoles et sont confrontés à des difficultés pour acheter de la nourriture sur les marchés locaux en raison de la disponibilité réduite, de la hausse des prix et d'un manque d'argent. Les populations locales, quant à elles, sont confrontées à des niveaux de production inférieurs à ceux de l'an dernier, à la hausse des prix alimentaires et à ceux qui accueillent des réfugiés, des stocks qui s'épuisent plus tôt que d'habitude.

Compte tenu de ces difficultés, les actions prioritaires suivantes sont recommandées :

- Poursuivre l'assistance alimentaire inconditionnelle au profit des réfugiés avec une ration complète utilisant comme modalité des coupons ou des vivres jusqu'aux prochaines récoltes (septembre) ;
- Mettre en place et poursuivre un programme de soutien nutritionnel visant à prévenir et traiter la malnutrition aiguë en s'attaquant aux différentes causes de la malnutrition (alimentation, WASH, soins infanto-juvéniles) ;
- Procéder à l'enregistrement de tous les nouveaux réfugiés qui sont dans les ménages de façon à fournir une assistance alimentaire et non alimentaire à toutes les personnes dans le besoin ;
- Mettre en place jusqu'aux prochaines récoltes une assistance alimentaire ciblée utilisant une demi-ration au profit des ménages autochtones ayant été affectés par l'afflux de nouveaux réfugiés ;
- Aider les ménages hôtes, non-hôtes et réfugiés à préparer la campagne agricole à venir à l'aide de terre, d'outils, de semences, d'intrants et d'accompagnement technique. La construction de structures de stockage comme des banques de céréales aiderait également à la conservation de la production ;
- Promouvoir les activités de renforcement de la résilience et des moyens d'existence (élevage, maraîchage, pêche, AGR....) au profit des réfugiés et des populations locales pour favoriser leur autonomisation.
- Mettre à jour et ressourcer le plan de contingence pour les afflux supplémentaires de réfugiés, ainsi que les inondations pendant la prochaine saison des pluies.

Annexes

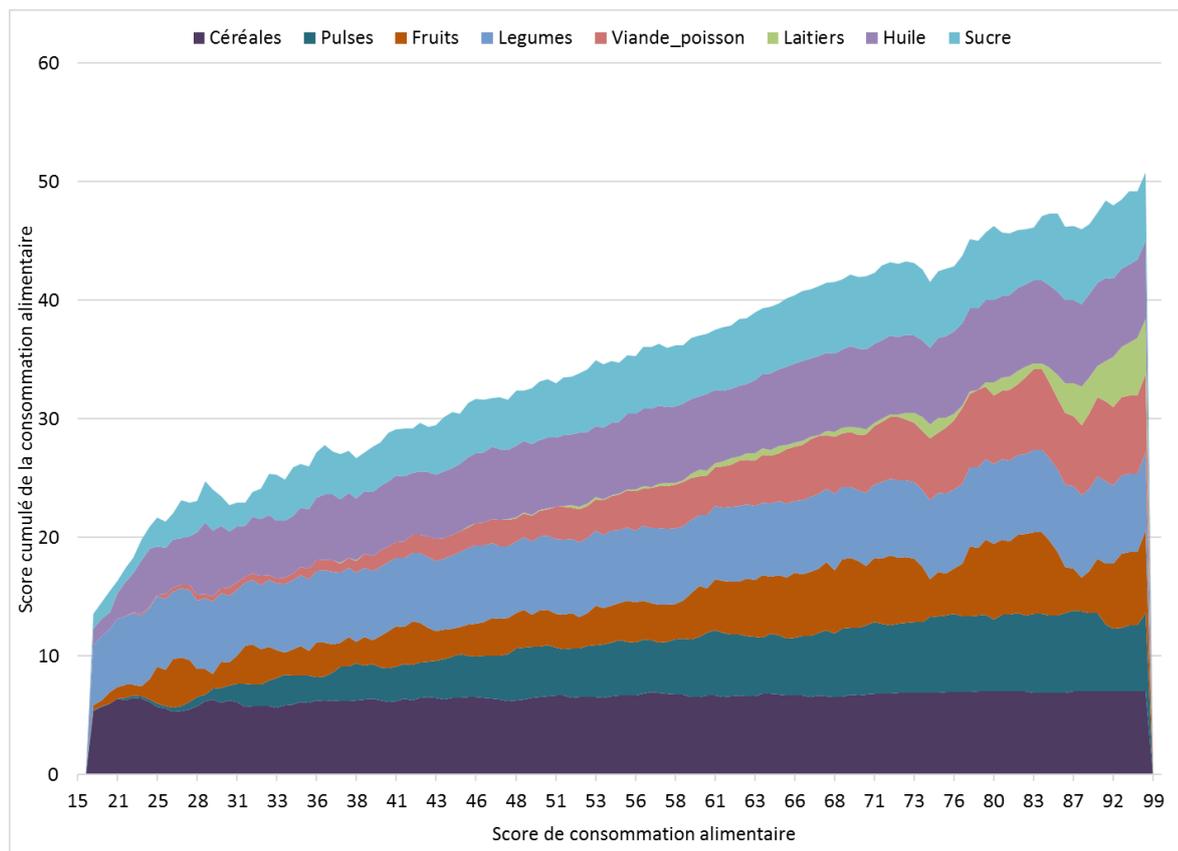
Annex 1. Les seuils de score de consommation alimentaire

Les seuils typiques utilisés pour le score de consommation alimentaire sont : 0 - 21 = pauvre, 21,5 - 35 = limite, et > 35 = acceptable. Cependant, dans les pays où le sucre et l'huile sont consommés presque quotidiennement par les ménages de tous les groupes de richesse, la consommation quotidienne de ces deux groupes alimentaires, ainsi que les céréalières, se traduira à un score de consommation alimentaire atteignant le seuil entre la consommation alimentaire limite et pauvre (21), bien que le régime consiste en seulement ces trois groupes alimentaires et d'un point de vue nutritionnel, est encore pauvre. Pour cette raison, les seuils des scores de consommation alimentaire peuvent être augmentés dans les pays où la consommation de sucre et d'huile est très fréquente à : 0 - 28 = pauvre, 28,5 - 42 = limite, et 42+ = acceptable.

Dans les évaluations précédentes de la sécurité alimentaire au Tchad, ces seuils ajustés de sucre et d'huile ont été utilisés. Afin de confirmer la validité de ces seuils, une analyse des composantes du score de consommation alimentaire a été réalisée, en utilisant des données des EFSA 2018.

Comme le montre le graphique ci-dessous, le sucre et l'huile sont des composants substantiels du score global de consommation alimentaire à tous les niveaux des ménages. Par conséquent, cette analyse confirmée que l'utilisation des seuils de sucre et d'huile est appropriée.

Figure 37. Score de consommation alimentaire



Source : EFSA 2018

Annex 2. Résultats selon les seuils du Cadre Harmonisé

Le Cadre Harmonisé est un cadre analytique utilisé en Afrique de l'Ouest pour analyser les résultats de sécurité alimentaire et nutritionnels afin d'identifier et classer les zones et les populations préoccupantes dans la région. Le Cadre Harmonisé utilise un processus consensuel qui réunit différentes organisations travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire pour mener conjointement l'analyse de la sécurité alimentaire. Le Cadre Harmonisé utilise l'échelle suivantes des cinq phrases pour classer les résultats de la sécurité alimentaire : Minimale (Phase 1), Sous Pression (Phase 2), Crise (Phase 3), Urgence (Phase 4) et Famine (Phase 5). Plus d'informations sur le Cadre Harmonisé peuvent être trouvés [ici](#).

Pour placer les populations dans l'une de ces cinq phases, le CH fournit des seuils recommandés pour les données de la sécurité alimentaire et nutritionnels. Dans cette annexe, les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence seront présentés sur la base de ces seuils afin de faciliter la prochaine analyse du Cadre Harmonisé.

Tableau 9. Résultats de la sécurité alimentaire à Kaba-Roangar

	Source	Indicateur	Résultats	Phase CH
Consommation alimentaire	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	SCA	6% ont une consommation alimentaire pauvre, 10% ont une consommation alimentaire limite	Phase 2
	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	rCSI	44% ont une rCSI supérieure ou égale à 21	Phase 3+
Evolution des moyens d'existence	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	Stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	31% employant des stratégies d'adaptation d'urgence	Phase 4
Etat nutritionnel	Dépistage (PB) - Délégation régionale de la santé	MAG	Les données sont limitées mais les données de dépistage du PB indiquent une MAG de 12 à 14% parmi les enfants des ménages réfugiés et des ménages autochtones	Phase 3
Mortalité	Pas de données disponibles			

Source : EFSA 2018

Tableau 10. Résultats de la sécurité alimentaire à Békan

	Source	Indicateur	Résultats	Phase CH
Consommation alimentaire	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	SCA	17% a une consommation alimentaire pauvre	Phase 3
	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	rCSI	13% a une rCSI supérieure ou égale à 21, 85% a une rCSI entre 5 et 20	Phase 2
Evolution des moyens d'existence	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	Stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	5% employant des stratégies d'adaptation d'urgence, 63% employant des stratégies d'adaptation de crise	Phase 3
Etat nutritionnel	Dépistage (PB) - Délégation régionale de la santé	MAG	Les données sont limitées mais les données de dépistage du PB indiquent une MAG de 12 à 14% parmi les enfants des ménages réfugiés et des ménages autochtones	Phase 3
Mortalité	Pas de données disponibles			

Source : EFSA 2018

Tableau 11. Résultats de la sécurité alimentaire à Oudoumian

	Source	Indicateur	Résultats	Phase CH
Consommation alimentaire	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	SCA	5% ont une consommation alimentaire pauvre, 18% une consommation alimentaire limite	Phase 2
	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	rCSI	10% a rCSI supérieur ou égal à 21, 81% a rCSI entre 5 et 20	Phase 2
Evolution des moyens d'existence	EFSA (Fév./Mars 2018) - PAM	Stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	12% employant des stratégies d'adaptation d'urgence, 35% employant des stratégies d'adaptation de crise	Phase 3
Etat nutritionnel	Dépistage (PB) - Délégation régionale de la santé	MAG	Les données sont limitées mais les données de dépistage du PB indiquent une MAG de 12 à 14% parmi les enfants des ménages réfugiés et des ménages autochtones	Phase 3
Mortalité	Pas de données disponibles			

Source : EFSA 2018